

# PRESENTATION DU PROCESSUS DE CERTIFICATION

*Certification des compétences  
des diagnostiqueurs immobiliers*

## INTRODUCTION

DEKRA Certification est une filiale de DEKRA Certification GmbH.

DEKRA Certification GmbH a pour vocation :

- de procéder notamment à la certification des systèmes de management de la qualité, des systèmes de management environnemental, des systèmes de management de la sécurité des personnes, des systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires
- de procéder à la certification de personnes physiques

DEKRA Certification a les mêmes missions.

En ce qui concerne la certification de personnes physiques, DEKRA Certification procède notamment à la certification de compétences réglementaire et volontaire des diagnostiqueurs immobiliers.

Pour répondre au plus près des attentes des demandeurs d'une certification de personnes, DEKRA Certification pratique une politique de décentralisation de ses sites d'évaluation en régions.

Son processus de certification s'articule notamment autour des axes suivants :

- Etre à proximité des clients et disponible
- Réaliser des prestations d'évaluation au plus proche d'une situation réelle d'exercice du métier
- Répondre rapidement aux clients (en particulier en ce qui concerne les résultats des examens de certification)
- Améliorer nos performances quotidiennement

Pour répondre au besoin de proximité souhaité par nos clients, nous sélectionnons des sites d'examen dans toutes les régions de France.

Pour réaliser des prestations, il est retenu le choix de procéder à une évaluation dans des conditions les plus proches possible d'une situation réelle. Ainsi, pour certains domaines de la certification, l'évaluation est menée sur un site réel (appartement, local professionnel, etc.); pour d'autres domaines, l'évaluation est réalisée à partir d'un cas pratique reproduisant de manière très réaliste un bien immobilier.

Yvan MAINGUY  
Directeur Général

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION.....</b>	<b>5</b>
<b>2. TRAITEMENT DES CANDIDATURES.....</b>	<b>5</b>
<b>3. CONVOCAION AUX SESSIONS D'EXAMEN DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION.....</b>	<b>5</b>
<b>4. LES SESSIONS D'EXAMEN DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION.....</b>	<b>6</b>
4.1 Durée.....	6
4.2 Examineurs et surveillants.....	6
4.3 Nature des examens.....	6
4.4 Déroulement d'une session d'examen.....	8
4.4.1 Accueil des candidats.....	8
4.4.2 Les examens théoriques.....	8
4.4.3 Les examens pratiques.....	9
<b>5. DETAIL DES EXAMENS DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION PAR DOMAINE.....</b>	<b>10</b>
5.1 Connaissances générales dans le domaine du bâtiment.....	10
5.2 Diagnostic plomb.....	10
5.2.1 Constat de risque d'exposition au plomb (certification sans mention).....	10
5.2.2 Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et contrôle après travaux en présence de plomb (certification avec mention).....	12
5.3 Diagnostics amiante réglementaires.....	14
5.4 Etat relatif à la présence de termites dans un bâtiment.....	16
5.5 Diagnostic de performance énergétique.....	17
5.5.1 Diagnostic de performance énergétique individuel (certification sans mention).....	17
5.5.2 Diagnostic de performance énergétique tous bâtiments (certification avec mention).....	21
5.6 Etat de l'installation intérieure de gaz.....	24
5.7 Etat de l'installation intérieure d'électricité.....	26
5.8 Diagnostic amiante avant travaux (diagnostic amiante non réglementaire).....	28
<b>6. DELIVRANCE DES CERTIFICATIONS/RECERTIFICATIONS.....</b>	<b>29</b>
<b>7. SURVEILLANCE DES PERSONNES CERTIFIEES.....</b>	<b>30</b>
7.1 Programme de la surveillance.....	30
7.1.1 Surveillance documentaire.....	30
7.1.1.1 Objectifs.....	30
7.1.1.2 Planification.....	31
7.1.1.3 Déroulement.....	31
7.1.2 Surveillance par contrôle sur ouvrage.....	32
7.1.2.1 Objectifs.....	32
7.1.2.2 Planification.....	33
7.1.2.3 Sélection de l'ouvrage et modalités de l'accès au site.....	34
7.1.2.4 Déroulement.....	35
7.2 Décisions consécutives à la surveillance.....	35

<b>8. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA MARQUE ET DU LOGO DEKRA CERTIFICATION ET TRAITEMENT DES USAGES ABUSIFS.....</b>	<b>37</b>
<b>9. TRANSFERT DE CERTIFICATION.....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 1 – CERTIFICATION/RECERTIFICATION – ETAPES ET DELAIS.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE 2 – SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE DOCUMENTAIRE EN ANNEE 1 ou ANNEE 2 ou ANNEE 3 ou ANNEES 2 à 4 – ETAPES ET DELAIS.....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 3 - SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE PAR CONTROLE SUR OUVRAGE EN ANNEES 2 à 4 – ETAPES ET DELAIS.....</b>	<b>44</b>
<b>ANNEXE 4 – DECISIONS CONSECUTIVES A LA SURVEILLANCE.....</b>	<b>46</b>

## 1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Le présent document présente le processus de certification de DEKRA Certification conformément aux exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17024 (paragraphe 6.1.1).

Il est applicable aux prestations réalisées par DEKRA Certification liées la certification et la recertification de personnes physiques dans le cadre du diagnostic technique immobilier :

- Certification réglementaire dans le cadre du dossier de diagnostic technique prévu dans le code de la construction et de l'habitation (articles L. 271-4 à L. 271-6) ;
- Certification volontaire des personnes réalisant des diagnostics techniques amiante avant travaux (décrite dans le présent document).

## 2. TRAITEMENT DES CANDIDATURES

Un dossier d'inscription est disponible sur le site [www.certification-diagnostiqueurs-immobiliers.fr](http://www.certification-diagnostiqueurs-immobiliers.fr) ou sur simple demande par téléphone au **01.41.17.11.24**.

A l'issue de la période de validité de la certification réglementaire, la recertification est obligatoire.

Le dossier d'inscription est composé d'un bulletin d'inscription, d'une fiche d'identité individuelle et d'un engagement à respecter les exigences du dispositif de DEKRA Certification (ces deux derniers documents sont à remplir pour chaque personne qui souhaite soumettre une candidature à la certification, l'extension de portée de sa certification, la recertification ou le transfert). Lorsque des conditions de pré-requis sont exigées pour être candidat à la certification, celles-ci sont détaillées dans le dossier d'inscription ; le dossier informe également chaque personne de la possibilité de déclarer, dans les limites du raisonnable, des besoins particuliers dans le cadre de son évaluation.

A réception des documents complets, DEKRA Certification attribue un numéro à chaque candidat et confirme l'inscription si elle est recevable (cette confirmation pouvant être faite par la convocation aux examens si elle intervient rapidement). Dans les six mois au plus tard, DEKRA Certification propose une date d'examen.

***Nota bene sur la recevabilité de candidature à la recertification : sans préjudice des pré-requis, la candidature n'est recevable que si la date de fin de validité de la certification n'est pas dépassée sauf cas de force majeure ; en cas de force majeure, le report de la procédure de recertification ne doit pas excéder 12 mois et, en tout état de cause, le candidat n'est plus certifié (délai de validité réglementaire de 5 ans dépassé).***

***La décision de recertification (ou de renouvellement de certification) doit être prise avant la date d'expiration du certificat ; à défaut une candidature à la recertification est considérée comme une candidature à la certification.***

***Voir le détail précis des étapes et délais de la certification et de la recertification en annexe 1***

## 3. CONVOCATION AUX SESSIONS D'EXAMENS DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION

En fonction des disponibilités de ses sites d'examen et de ses examinateurs, DEKRA Certification convoque le candidat à une session d'examen en général au plus tard une semaine avant la date de la session d'examen.

La convocation est accompagnée des consignes d'examen.

***Voir le détail précis des étapes et délais de la certification et de la recertification en annexe 1***

## 4. LES SESSIONS D'EXAMENS DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION

### 4.1. Durée

Une session dure entre une demi-journée et une journée pendant laquelle le candidat passe un examen théorique et un examen pratique pour chacun des domaines de la certification réglementaire le cas échéant (diagnostics plomb, amiante, termites, performance énergétique, gaz et électricité) ou pour la certification volontaire dans le domaine du diagnostic amiante avant travaux.

### 4.2. Examineurs et surveillants

Un ou plusieurs examinateurs sont présents à chaque session d'examen pour les diagnostics plomb, amiante, termites et amiante avant travaux ainsi que le cas échéant pour les diagnostics de performance énergétique, gaz et électricité : ils surveillent et notent les examens selon des modalités précises et en utilisant des critères rendant leur évaluations homogènes, impartiales et équitables sur l'ensemble du territoire.

Chaque examinateur, qualifié par DEKRA Certification, s'est engagé à respecter les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17024 (en particulier sur les aspects suivants : confidentialité, impartialité et éthique) et est audité annuellement par DEKRA Certification.

Un ou plusieurs surveillants peuvent être présents à chaque session d'examen pour les diagnostics de performance énergétique, gaz et électricité ainsi que le cas échéant pour l'évaluation théorique des diagnostics plomb, amiante, termites et amiante avant travaux : ils surveillent les examens. Ils notent également les examens théoriques selon des modalités précises et en utilisant des grilles de correction rendant leurs corrections homogènes, impartiales et équitables sur l'ensemble du territoire.

Chaque surveillant, qualifié par DEKRA Certification, s'est engagé à respecter les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17024 (en particulier sur les aspects suivants : confidentialité, impartialité et éthique) et est audité annuellement par DEKRA Certification.

### 4.3. Nature des examens

Les examens théoriques et pratiques de recertification sont de même nature que les examens de certification avec des aménagements pour la certification réglementaire du diagnostic de performance énergétique (voir plus bas, paragraphe 5.5).

L'examen théorique des certifications réglementaires est constitué d'un questionnaire à choix multiples (QCM) par domaine ainsi que d'un QCM commun à tous les domaines (excepté les domaines du diagnostic de performance énergétique, du gaz, de l'électricité), relatif aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment. Ces QCM, sous format papier, répondent aux programmes définis réglementairement.

L'examen théorique de la certification volontaire pour le diagnostic amiante avant travaux est constitué d'un questionnaire à choix multiples (QCM) comprenant un thème relatif aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment. Ce QCM, sous format papier, répond au programme défini dans le présent document.

Le candidat dispose d'un stylo (trace non effaçable) et seulement de la documentation remise par DEKRA Certification le jour de l'examen.

L'examen pratique des certifications réglementaires est constitué d'une mise en situation de diagnostic par domaine (répondant aux programmes définis réglementairement) :

- sur un site immobilier réel en matière de diagnostics plomb, amiante et termites. Le candidat utilise obligatoirement ses propres moyens habituels de production (supports de prise de note, trames de rapports, équipements, outils,...).
- à partir d'un cas pratique reproduisant de manière très réaliste un bien immobilier ou des parties de bien immobilier en matière de diagnostics de performance énergétique, gaz et électricité ; sauf exception précisée dans la convocation, il n'y a pas lieu que le candidat apporte ses propres moyens de production.

L'examen pratique de la certification volontaire pour le diagnostic amiante avant travaux est constitué d'une mise en situation consistant en un cas pratique reproduisant de manière très réaliste un bien immobilier. Le candidat peut utiliser ses documents habituels d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits.

En cas d'échec, le candidat a la possibilité de s'inscrire afin de passer des examens de rattrapage : il peut passer un nouvel examen théorique et/ou un nouvel examen pratique. Si l'examen pratique, comporte plusieurs modules, le rattrapage concerne le ou les modules échoués. Le nombre de rattrapages n'est pas limité toutefois les examens de rattrapage doivent être passés dans les quatre mois suivant l'évaluation initiale. Dans ce délai, les examens ou modules réussis demeurent acquis sauf évolution législative, réglementaire ou technique modifiant le contenu des examens. Passé ce délai, le candidat est considéré comme passant une évaluation initiale.

***Nota bene pour les candidats à la certification et à recertification avec mention : en cas d'échec à l'examen théorique et/ou à l'examen pratique d'une certification avec mention, il est possible de demander des examens de rattrapage correspondant à la certification sans mention (en cas de réussite, la certification sans mention sera attribuée).***

***Nota bene pour les candidats à la recertification : si une décision d'attribution de recertification n'a pas pu être prise par DEKRA Certification avant l'échéance du cycle de certification en cours, la candidature à la recertification est alors considérée comme une candidature à la certification (en cas d'attribution de la certification, celle-ci prendra effet au jour de son expédition).***

***Voir le détail précis des étapes et délais de la certification et de la recertification en annexe 1***

Dans le cadre de la certification volontaire pour le diagnostic amiante avant travaux, le nombre maximal de rattrapages est fixé à deux et un examen de rattrapage ne peut être passé qu'un mois après la date du dernier examen. En cas d'échec aux épreuves de rattrapages, la personne peut à nouveau se porter candidate à la certification après un délai d'un mois.

## 4.4. Déroulement d'une session d'examen

### 4.4.1. Accueil des candidats

Un examinateur ou un surveillant vérifie la présence et l'identité (carte nationale d'identité, permis de conduire ou passeport) du candidat et lui fait signer une feuille de présence sur laquelle il reconnaît accepter d'être évalué par les examinateurs désignés sur la feuille de présence.

Un examinateur ou un surveillant présente le déroulement de l'évaluation au candidat.

### 4.4.2. Les examens théoriques

Avant le début des examens théoriques, un examinateur ou un surveillant rappelle et distribue aux candidats les consignes d'examen théorique.

Si un candidat arrivait sur les lieux en retard, un examinateur ou un surveillant organiserait avec DEKRA Certification le passage dans la journée de ses examens autant que possible. En cas d'impossibilité, le candidat ne pourrait pas être admis à la session d'examen.

Un examinateur et/ou un surveillant ouvre ensuite les enveloppes fermées contenant les QCM conformément à la planification de la session d'examen et les distribue aux candidats qui ne pourront commencer à compléter le questionnaire qu'au signal de l'examineur et/ou du surveillant.

Un examinateur et/ou un surveillant surveillent le déroulement de l'examen et peuvent exclure un candidat qui ne respecterait pas les consignes d'examen théorique.

En cas d'échec, le candidat a la possibilité de passer au moins un examen de rattrapage.

#### **Nota bene pour le diagnostic plomb :**

- ***certification : nul ne peut se présenter à un examen théorique ou pratique s'il a échoué moins de dix jours auparavant au même type d'examen organisé par le même organisme de certification***
- ***recertification : nul ne peut se présenter à un examen théorique ou pratique s'il a échoué moins de cinq jours auparavant au même type d'examen organisé par le même organisme de certification***

#### ***Voir le détail précis des étapes et délais de la certification et de la recertification en annexe 1***

Dans le cadre de la certification volontaire pour le diagnostic amiante avant travaux, le nombre maximal de rattrapages est fixé à deux et un examen de rattrapage ne peut être passé qu'un mois après la date du dernier examen.



#### 4.4.3. Les examens pratiques

Lors du premier examen pratique d'une certification réglementaire, un examinateur et/ou un surveillant rappelle et distribue à chaque candidat les consignes d'examen pratique.

Ensuite, dans les domaines plomb, amiante et termites, un examinateur ou un surveillant remet sur le site d'examen théorique un énoncé d'exercice de rédaction de rapport en temps limité à l'issue duquel il récupère sur place le rapport du candidat sous format papier ou informatique. Puis un examinateur suit le candidat dans la réalisation d'un diagnostic sur site immobilier réel.

Dans les domaines de la performance énergétique, du gaz et de l'électricité, le candidat est mis en situation de diagnostic en salle à partir d'un ou plusieurs dossiers de cas pratique à l'issue desquels il remet ses réponses ou constatations sur des fiches remises par DEKRA Certification à cet effet ; il rédige également un ou deux rapports sur place à l'aide de ses propres trames de rapport, à partir d'un scénario, sous format papier ou informatique et les remet à un examinateur ou à un surveillant.

Lors de l'examen pratique de la certification volontaire pour le diagnostic amiante avant travaux l'examinateur rappelle et distribue à chaque candidat les consignes d'examen pratique.

Ensuite le candidat réalise un diagnostic en salle à partir d'un cas pratique écrit à l'issue duquel il remet un rapport sur place sous format papier (selon document remis par DEKRA Certification).

Dans tous les cas, l'examinateur et/ou un surveillant surveillent le déroulement de l'examen et peuvent exclure un candidat qui ne respecterait pas les consignes d'examen pratique.

Dans tous les cas :

- aucun résultat d'examen théorique ou d'examen pratique, quel qu'il soit, n'est communiqué aux candidats le jour de la session d'examen ;
- après la correction des examens théoriques, les examinateurs et/ou les surveillants transmettent les QCM pour chaque candidat auprès de DEKRA Certification ;
- après la correction des examens pratiques, les examinateurs émettent un avis pour chaque candidat auprès de DEKRA Certification.

## 5. DETAIL DES EXAMENS DE CERTIFICATION/RECERTIFICATION PAR DOMAINE

### 5.1. Connaissances générales dans le domaine du bâtiment

Un QCM commun à tous les domaines de la certification réglementaire (excepté les domaines de la performance énergétique, du gaz et de l'électricité) est passé par le candidat. Il contient 30 questions et dure 15 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 15/30.

Dans les domaines du plomb, de l'amiante et des termites, la réglementation précise que les connaissances des candidats dans le domaine du bâtiment doivent être vérifiées lors de l'examen théorique.

Le programme de l'examen théorique porte sur les points suivants :

- les différentes structures et typologies des constructions, les principaux systèmes constructifs, leur évolution historique et les problèmes et pathologies du bâtiment
- la terminologie technique tout corps d'état et la terminologie juridique du bâtiment

### 5.2. Diagnostic plomb

Les diagnostics objet de la certification sont le constat de risque d'exposition au plomb (certification sans mention) et le diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et le contrôle des travaux en présence de plomb (certification avec mention).

Le candidat passe :

- o un examen théorique pour la certification sans mention (constat de risque d'exposition au plomb) et un examen théorique complémentaire s'il est candidat à la certification avec mention (diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et le contrôle des travaux en présence de plomb)  
et
- o un examen pratique

**Nota bene :** *l'examen pratique pour la certification avec mention, y compris en cas de recertification, porte sur le diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et le contrôle des travaux en présence de plomb.*

#### 5.2.1 Constat de risque d'exposition au plomb (certification sans mention)

L'**examen théorique** de certification consiste en un QCM de 40 questions (réparties par thèmes) d'une durée de 20 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 28/55.

Le programme de l'examen théorique porte sur les points suivants (hors questions relatives aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment) :

1. L'historique de l'utilisation du plomb et de ses composés dans les bâtiments d'habitation, des techniques d'utilisation du plomb, et notamment dans les peintures
2. L'historique de la réglementation de l'utilisation et de l'interdiction de certains des composés du plomb dans les peintures
3. Les composés du matériau plomb contenu dans les peintures :
  - Formes chimiques sous lesquelles le plomb a été utilisé
  - Propriétés physico-chimiques du plomb et de ses composés

- Distinction entre plomb total et plomb acido-soluble.
- 4. Le risque sanitaire lié à une exposition au plomb
  - Connaissance des situations et compréhension des mécanismes permettant l'exposition des personnes au plomb dans l'habitation, et notamment des enfants
  - Conséquences sur la santé de l'exposition au plomb
- 5. Les dispositifs législatifs et réglementaires actuels relatifs à la protection de la population contre les risques liés à une exposition au plomb dans les immeubles bâtis, à la protection des travailleurs et à l'élimination des déchets contenant du plomb
- 6. Le rôle, les obligations et les responsabilités des différents intervenants dans la prévention des risques liés au plomb dans les bâtiments d'habitation
- 7. Les normes et les méthodes de repérage, des revêtements contenant du plomb, d'évaluation de leur état de conservation, les méthodes de prélèvement et les principes et méthodes d'analyse chimique
- 8. L'identification et la caractérisation des critères de dégradation du bâti, qui font partie intégrante de l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb

**L'examen pratique de certification** comporte deux phases :

- Rédaction d'un rapport : le candidat dispose de 30 minutes pour rédiger un rapport à partir d'un énoncé sur le site d'examen théorique. L'examineur vérifie la conformité du rapport à l'aide d'une grille d'évaluation
- Réalisation d'un diagnostic : le candidat est suivi pendant 20 minutes par un examinateur lors d'un diagnostic sur le site d'examen pratique. L'examineur vérifie le respect de la méthodologie et des bonnes pratiques en vigueur à l'aide d'une grille d'évaluation

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. La phase « réalisation d'un diagnostic » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de cinq remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de dix remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- Maîtrise les méthodes de mesurage :
  - principes et modalités pratiques de réalisation de l'analyse des peintures par appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, limites de la méthode ;
  - principes de sécurité liés à l'utilisation de ces appareils ;
- Maîtrise les modalités de réalisation des missions de repérage des revêtements contenant du plomb, d'évaluation de leur état de conservation et des protocoles d'intervention lors du repérage.
- Maîtrise le protocole décrit par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- Maîtrise l'identification et la caractérisation des critères de dégradation du bâti, qui font partie intégrante de l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb.
- Sait faire une analyse de risque lié à l'exercice de son activité.
- Sait élaborer un rapport détaillé, élaborer des croquis, formuler et rédiger des conclusions.
- Sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des contrôles effectués.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors de la première certification.

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

Les mêmes critères d'évaluation que pour les examens théoriques et pratiques de certification s'appliquent.

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation.

En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

### **5.2.2 Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et contrôle après travaux en présence de plomb (certification avec mention)**

Le candidat passe l'examen théorique pour la certification sans mention (constat de risque d'exposition au plomb), un examen théorique complémentaire pour la certification avec mention (diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et le contrôle des travaux en présence de plomb) et un examen pratique portant sur le diagnostic de performance énergétique à l'immeuble ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation.

**L'examen théorique** de certification (qui est complémentaire à l'examen théorique pour la certification sans mention) consiste en un QCM de 33 questions (réparties par thèmes) d'une durée de 20 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 33/55.

Le programme de l'examen théorique est le suivant :

- le rôle, les obligations et les responsabilités des différents intervenants dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme infantile
- la réalisation de prélèvements d'écaillés de revêtements susceptibles de contenir du plomb
- le repérage et la qualification des différentes dégradations possibles
- la formulation des préconisations de travaux adaptées aux types de dégradations observées
- la réalisation d'un prélèvement de poussières au sol
- la maîtrise du protocole décrit par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures

- la maîtrise du protocole décrit par l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique

**L'examen pratique** de certification comporte les mêmes phases que ci-dessus mais celles-ci durent respectivement 60 et 30 minutes et répond aux mêmes principes de cotation.

Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- Sait réaliser des prélèvements d'écaillés de revêtements susceptibles de contenir du plomb
- Sait repérer et qualifier les différentes dégradations possibles
- Sait formuler des préconisations de travaux adaptées aux types de dégradations observées
- Sait réaliser un prélèvement de poussières au sol
- Maîtrise le protocole décrit par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Maîtrise le protocole décrit par l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors de la première certification.

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

Les mêmes critères d'évaluation que pour les examens théoriques et pratiques de certification s'appliquent.

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation.

En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

### 5.3. Diagnostics amiante réglementaires

Les diagnostics objets de la certification sont le repérage étendu, le repérage avant démolition ainsi que l'examen visuel après travaux.

**L'examen théorique** de certification consiste en un QCM de 60 questions d'une durée de 35 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 45/89.

Le programme de l'examen théorique porte sur les points suivants (hors questions relatives aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment) :

1. Le matériau amiante et notamment, ses propriétés physico-chimiques
2. Les risques sanitaires liés à une exposition aux fibres d'amiante
3. Les différents matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
4. Historique des techniques d'utilisation de l'amiante et conditions d'emploi des matériaux et produits ayant contenu de l'amiante jusqu'à leur interdiction
5. Dispositifs législatifs et réglementaires relatifs à l'interdiction d'utilisation de l'amiante, à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante, dans les immeubles bâtis, à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et à l'élimination des déchets contenant de l'amiante
6. Le rôle, les obligations et les responsabilités des différents intervenants
7. Les normes et les méthodes de repérage, d'évaluation de l'état de conservation, de mesure d'empoussièrement au sol et d'examen visuel
8. Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique notamment dans les établissements recevant du public, les immeubles collectifs d'habitation et les immeubles de grande hauteur
9. Les techniques de désamiantage, de confinement et des travaux sous confinement

**L'examen pratique** de certification comporte deux phases :

- Rédaction d'un rapport : le candidat dispose de 30 minutes pour rédiger un rapport à partir d'un énoncé, sur le site d'examen théorique, préalablement affecté par tirage au sort (rapport repérage étendu ou avant démolition ou d'examen visuel après travaux). L'examineur vérifie la conformité du rapport à l'aide d'une grille d'évaluation
- Réalisation des diagnostics : le candidat est suivi pendant 50 minutes par un examinateur lors des diagnostics sur le site d'examen pratique. L'examineur vérifie le respect de la méthodologie et des bonnes pratiques en vigueur à l'aide d'une grille d'évaluation

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. La phase « réalisation d'un diagnostic » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de huit remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de trois remarques au plus.



Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- Maîtrise les modalités de réalisation des missions du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et d'examen visuel
- Maîtrise les méthodes d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
- Maîtrise les protocoles d'intervention lors du repérage
- Sait fixer le nombre de sondages et effectuer un prélèvement (technique, quantité, conditionnement, traçabilité, maîtrise du risque de contamination)
- Sait faire une analyse de risque lié à l'exercice de son activité
- Sait élaborer un rapport détaillé, élaborer des croquis ou des plans avec indication du type de vue (plan, élévation), formuler et rédiger des conclusions et des recommandations
- Sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des contrôles effectués

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont similaires à ceux réalisés lors de la première certification.

L'évaluation de recertification permet en outre de vérifier que la personne certifiée :

- se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné ;
- exerce réellement l'activité pour laquelle elle a obtenu la certification. Pour cela, il y a lieu de vérifier qu'elle a établi au moins dix rapports durant la période écoulée depuis la dernière opération de surveillance, et de contrôler la conformité aux dispositions réglementaires, normatives ou bonnes pratiques professionnelles en vigueur d'un échantillon d'au moins dix rapports établis durant ladite période. L'échantillon susvisé est choisi par l'organisme de certification et comporte au moins un rapport pour chacun des types de mission, quand ce type de mission a été réalisé.

En outre la personne certifiée fournit un état des réclamations et plaintes à jour.

Les mêmes critères d'évaluation que pour les examens théoriques et pratiques de certification s'appliquent.

En outre, les résultats des examens pratiques sont comparés aux résultats de la vérification des dix rapports de repérage selon les modalités suivantes :

- Une non-conformité ou une remarque dans l'examen pratique n'est pas retenue en l'absence de cette non-conformité ou cette remarque dans les dix rapports de repérage
- Une non-conformité ou une remarque dans les dix rapports de repérage n'est pas retenue si elle n'est pas récurrente ou en l'absence de cette non-conformité ou cette remarque dans l'examen pratique

Les non-conformités qui ne sont pas retenues font l'objet d'un rappel à l'attention du candidat.

L'état des réclamations et plaintes sur la période écoulée fourni par la personne certifiée est archivé dans le dossier du candidat afin de permettre sa consultation tout au long du cycle de certification. En particulier, la décision consécutive au traitement de toute plainte de tiers concernant le diagnostic amiante prendra en compte le contenu de cet état.

#### 5.4. Etat relatif à la présence de termites dans un bâtiment

L'**examen théorique** de certification consiste en un QCM de 40 questions d'une durée de 20 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 38/75.

Le programme de l'examen théorique porte sur les points suivants (hors questions relatives aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment) :

1. Les différentes structures, des principaux systèmes constructifs et la terminologie tout corps d'état et juridique du bâtiment en rapport avec le bois
2. La biologie des termites présents en métropole, pour les candidats exerçant en métropole uniquement
3. La biologie des termites présents outre-mer, pour les candidats exerçant outre-mer
4. Les textes réglementaires sur le sujet
5. Le bois et matériaux dérivés, ses agents de dégradations biologiques, sa durabilité naturelle et conférée, et ses applications en construction
6. Les notions relatives aux différentes méthodes et moyens de lutte contre les termites, méthodes préventives et curatives
7. Les équipements nécessaires au bon déroulement de la mission

L'**examen pratique** de certification pour obtenir la certification comporte trois phases :

- Rédaction d'un rapport : le candidat dispose de 30 minutes pour rédiger un rapport à partir d'un énoncé sur le site d'examen théorique. L'examineur vérifie la conformité du rapport à l'aide d'une grille d'évaluation
- Réalisation d'un diagnostic : le candidat est suivi pendant 30 minutes par un examinateur lors d'un diagnostic sur le site d'examen pratique. L'examineur vérifie le respect de la méthodologie et des bonnes pratiques en vigueur à l'aide d'une grille d'évaluation
- Reconnaissance de dégradations d'agents de dégradation biologiques du bois à partir d'échantillons de bois, pendant 10 minutes

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. La phase « réalisation d'un diagnostic » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de cinq remarques au plus. La phase « reconnaissance de dégradations » est acquise en l'absence de non-conformité et en présence de deux remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de dix remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- applique une méthodologie de réalisation des états relatifs à la présence de termites dans le bâtiment, et utilise les outils adaptés à l'activité
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des contrôles effectués

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors de la première certification.



L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

Les mêmes critères d'évaluation que pour les examens théoriques et pratiques de certification s'appliquent.

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation.

En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

## 5.5. Diagnostic de performance énergétique

Les diagnostics objets de la certification sont le diagnostic de performance énergétique individuel (certification sans mention dont la portée couvre les compétences visées à l'article R. 134-4 pour la réalisation des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et les compétences visées au deuxième tiret de l'article R. 111-20-4 pour la réalisation des attestations pour la réglementation thermique) et le diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments (certification avec mention dont la portée couvre en sus les compétences visées à l'article R. 134-4 pour la réalisation des diagnostics de performance énergétique à l'immeuble ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation).

Le candidat passe :

- un examen théorique pour la certification sans mention (DPE individuel) et un examen théorique complémentaire s'il est candidat à la certification avec mention (DPE tous bâtiments)  
et
- un examen pratique

***Nota bene : l'examen pratique pour la certification avec mention, y compris en cas de recertification, porte sur le diagnostic de performance énergétique à l'immeuble ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation.***

### 5.5.1 Diagnostic de performance énergétique individuel (certification sans mention)

Le candidat passe un examen théorique pour la certification sans mention (DPE individuel) et un examen pratique portant sur le diagnostic de performance énergétique individuel.

**L'examen théorique pour la certification sans mention** est basé sur un QCM d'une durée de 60 minutes répondant aux caractéristiques suivantes :

- 100 questions avec au moins 4 choix par question, et abordant de manière équivalente tous les sujets concernés de l'annexe 2 de l'arrêté « compétences »
- pour le quart au moins des questions, plusieurs choix sont corrects
- les questions sont affectées d'un coefficient 1

Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 76/100 conformément au seuil de réussite réglementaire de plus de 75%.

Le programme de **l'examen théorique pour la certification sans mention** porte sur les points suivants :

1. Les généralités sur le bâtiment :

- la typologie des constructions, les bâtiments, les produits de construction, les principaux systèmes constructifs, les techniques constructives, notamment les différents types de murs, de toiture, de menuiseries, de planchers, de plafonds, leur évolution historique et leurs caractéristiques locales ;
- les spécificités des bâtiments construits avant 1948, notamment en termes de conception architecturale et de caractéristiques hygrothermiques des matériaux.

2. La thermique du bâtiment :

- la thermique des bâtiments, notamment les notions de thermique d'hiver et d'été, de prévention et de traitement des désordres thermiques ou hygrométriques sur les bâtiments ;
- les grandeurs physiques thermiques, notamment la température, les degrés jours unifiés, la puissance, les énergies primaire et secondaire, le flux thermique, la résistance thermique, la conductivité thermique, la capacité calorifique, l'inertie thermique, les pouvoirs calorifiques supérieur et inférieur, la notion d'émission de gaz à effet de serre ;
- les différents modes de transfert thermique : conduction, convection (naturelle et forcée), rayonnement ;
- les principes des calculs de déperditions par les parois, par renouvellement d'air ;
- les principes de calcul d'une méthode réglementaire ainsi que les différences pouvant apparaître entre les consommations estimées et les consommations réelles compte tenu notamment de la présence de scénarii conventionnels ;
- les sources de différence entre les consommations conventionnelles et mesurées.

3. L'enveloppe du bâtiment :

- les matériaux de construction, leurs propriétés thermiques et patrimoniales, notamment pour des matériaux locaux ou présentant un faible impact environnemental et leur évolution historique ;
- les défauts d'étanchéité à l'air et de mise en œuvre des isolants ainsi que les sources d'infiltrations d'air parasites ;
- les possibilités d'amélioration énergétique et de réhabilitation thermique de l'enveloppe du bâtiment et leurs impacts potentiels, notamment sur les besoins en énergie du bâtiment, ses émissions de gaz à effet de serre et sur les changements hygrothermiques des ambiances du bâtiment.

4. Les systèmes :

- les réseaux de chaleur, les équipements techniques, notamment les principaux équipements individuels de chauffage, de climatisation et de production d'eau chaude sanitaire utilisant différentes sources d'énergie ;

- les principaux équipements de ventilation : simple et double flux ;
- les principaux équipements individuels utilisés pour contrôler le climat intérieur ;
- les défauts de mise en œuvre des installations et les besoins de maintenance ;
- les technologies innovantes ;
- les notions de rendement des installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire ;
- la mise en place d'énergies renouvelables ;
- les possibilités d'amélioration énergétique et de réhabilitation thermique des systèmes et leurs impacts potentiels, notamment sur les besoins en énergie du bâtiment, ses émissions de gaz à effet de serre et sur les changements hygrothermiques des ambiances du bâtiment.

#### 5. Les textes réglementaires :

- les textes législatifs et réglementaires sur le sujet, notamment les différentes méthodes d'élaboration des diagnostics, la liste des logiciels arrêtée et pouvant être utilisés ;
- les notions juridiques de la propriété dans les bâtiments et les relations légales ou contractuelles entre les propriétaires du bâtiment, les propriétaires des locaux à usage privatif, les occupants, les exploitants et les distributeurs d'énergie ;
- la terminologie technique et juridique du bâtiment, en rapport avec l'ensemble des domaines de connaissance mentionnés ci-dessus.

**L'examen pratique pour la certification sans mention** comporte quatre phases pour lesquelles le candidat dispose de 175 minutes:

- Cinq cas pratiques permettant de vérifier le bon choix de la méthode d'évaluation : le candidat dispose de 10 minutes pour apporter la ou les réponses à cinq situations. L'examineur vérifie la conformité des réponses à l'aide d'une fiche de notation
- Un cas pratique permettant de vérifier la bonne détermination des données (notamment pour la méthode des consommations estimées) : le candidat dispose de 90 minutes pour déterminer des données d'entrée à partir d'une série de vues et plans de maisons et lots en immeuble collectif d'habitation ainsi que de leurs équipements
- Un cas pratique permettant de vérifier la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées pour la méthode des consommations relevées : le candidat dispose de 45 minutes pour rédiger un rapport complet de diagnostic de performance énergétique à partir du descriptif détaillé et des factures d'un logement individuel
- Un cas pratique permettant de vérifier la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées pour la méthode des consommations estimées : le candidat dispose de 30 minutes pour rédiger un rapport complet de diagnostic de performance énergétique à partir de toutes les données d'entrée d'un logement individuel

A l'aide de grilles d'évaluation l'examineur vérifie à l'issue la conformité :

- o des réponses apportées six premiers cas pratiques ;
- o des rapports

Les points de contrôles des six premiers cas pratiques font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points.

Les points de contrôles relatifs à la rédaction des rapports font l'objet de la cotation suivante : non-conformité 1 (= absence de report d'une information ou information incomplète de type surface, adresse, date,...) ; non-conformités 2 (= erreur sur

étiquettes énergie/climat ou descriptif du logement et de ses équipements non remplis ou faux ou recommandation(s) inadaptée(s) ; remarque (= information incomplète ou erronée dans le rapport qui ne sont pas susceptibles de remettre pas en cause son résultat/sa compréhension).

La phase « choix de la méthode d'évaluation » est acquise en présence de quatre bonnes réponses sur cinq. La phase « bonne détermination des données » est acquise en l'absence de non-conformité et en présence de seize remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport-méthode des consommations relevées » est acquise en l'absence de non-conformités 2 et/ou en présence de trois non-conformités 1 au plus et/ou en présence de sept remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport-méthode des consommations estimées » est acquise en l'absence de non-conformités 2 et/ou en présence de trois non-conformités 1 au plus et/ou en présence de sept remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique pour la certification sans mention consiste à vérifier que le candidat :

- est capable d'élaborer le diagnostic de performance énergétique en utilisant une méthodologie adaptée aux cas traités, à en interpréter les résultats et à les restituer à un non-spécialiste ;
- sait évaluer la consommation d'un bâtiment par une au moins des méthodes réglementaires de consommations estimées et est capable de déterminer les données d'entrée de cette méthode ;
- sait évaluer la consommation d'un bâtiment par la méthode des consommations relevées et est capable de déterminer les données utiles dans les factures et les utiliser ;
- est en mesure de proposer des recommandations adaptées aux cas traités, en tenant compte du contexte technique, juridique, économique et environnemental ;
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation de la prestation effectuée.

Le candidat doit être évalué a minima avec les mises en situation suivantes :

- le bon choix de la méthode d'évaluation de la consommation énergétique est vérifié sur au moins cinq cas pratiques
- la bonne détermination des données est vérifiée sur au moins un cas pratique pour la méthode des consommations estimées et au moins un cas pratique pour la méthode des consommations relevées
- la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées sont vérifiées sur au moins deux cas pratiques.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors d'une première certification avec les aménagements suivants pour l'examen théorique : le QCM comporte 60 questions (sa durée est ramenée à 40 minutes).

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné.

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation. En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

### **5.5.2 Diagnostic de performance énergétique tous bâtiments (certification avec mention)**

Le candidat passe l'examen théorique pour la certification sans mention (DPE individuel), un examen théorique complémentaire pour la certification avec mention (DPE tous bâtiments) et un examen pratique portant sur le diagnostic de performance énergétique à l'immeuble ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation.

**L'examen théorique pour la certification sans mention** est défini plus haut (voir 5.5.1).

Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 76/100 conformément au seuil de réussite réglementaire de plus de 75%.

**L'examen théorique** (complémentaire) est basé sur un QCM d'une durée de 30 minutes répondant aux caractéristiques suivantes :

- o au moins 50 questions avec au moins 4 choix par question, et abordant de manière équivalente tous les sujets concernés de l'annexe 2 de l'arrêté « compétences »
- o le niveau cognitif des questions est supérieur à celui de l'examen pour la certification sans mention, et tient compte de la complexité des missions qui relèvent de la mention
- o pour le quart au moins des questions, plusieurs choix sont corrects
- o les questions sont affectées d'un coefficient 1

Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 38/50 conformément au seuil de réussite réglementaire de plus de 75%.

Le programme de **l'examen théorique complémentaire pour la certification avec mention** (tenant compte des spécificités et du niveau de complexité des immeubles et bâtiments à usage principal autre que d'habitation) porte sur les points suivants :

#### 1. Les généralités sur le bâtiment :

- l'analyse des configurations thermiquement défavorables pour les locaux au sein de l'immeuble.

#### 2. La thermique du bâtiment :

- le diagramme de l'air humide.

### 3. L'enveloppe du bâtiment.

#### 4. Les systèmes :

- les différents systèmes de chauffage, de refroidissement, de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation et d'éclairages dans les bâtiments à usage principal autre que d'habitation et les parties communes des immeubles ;
- les chaufferies : fonctionnement, sécurité, performances ;
- les auxiliaires des différents systèmes ;
- les notions de prévention des risques liés aux légionnelles ;
- l'équilibrage des réseaux de distribution ;
- les principaux équipements collectifs de chauffage, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation et ceux utilisés pour contrôler le climat intérieur ;
- les possibilités d'amélioration énergétique et de réhabilitation thermique des systèmes des bâtiments ;
- les notions de conditionnement d'air et de distributions hydraulique et aéraulique ;
- les centrales de traitement d'air : mélange, filtration, humidification, chauffage, refroidissement, déshumidification, etc.

#### 5. Les textes réglementaires :

- les dispositions de sécurité et de santé applicables aux lieux de travail liées au sujet de la performance énergétique.

**L'examen pratique pour la certification avec mention** comporte quatre phases pour lesquelles le candidat dispose de 175 minutes:

- Cinq cas pratiques permettant de vérifier le bon choix de la méthode d'évaluation : le candidat dispose de 10 minutes pour apporter la ou les réponses à cinq situations. L'examineur vérifie la conformité des réponses à l'aide d'une fiche de notation
- Un cas pratique permettant de vérifier la bonne détermination des données (notamment pour la méthode des consommations estimées) : le candidat dispose de 90 minutes pour déterminer des données d'entrée à partir d'une série de vues et plans d'immeubles collectifs d'habitation, de bâtiments autre qu'habitation ainsi que de leurs équipements
- Un cas pratique permettant de vérifier la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées pour la méthode des consommations relevées : le candidat dispose de 45 minutes pour rédiger un rapport complet de diagnostic de performance énergétique à partir du descriptif détaillé et des factures d'un bâtiment autre qu'habitation
- Un cas pratique permettant de vérifier la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées pour la méthode des consommations estimées : le candidat dispose de 30 minutes pour rédiger un rapport complet de diagnostic de performance énergétique à partir de toutes les données d'entrée d'un immeuble collectif d'habitation

A l'aide de grilles d'évaluation l'examineur vérifie à l'issue la conformité :

- o des réponses apportées six premiers cas pratiques ;
- o des rapports

Les points de contrôles des six premiers cas pratiques font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points.



Les points de contrôles relatifs à la rédaction des rapports font l'objet de la cotation suivante : non-conformité 1 (= absence de report d'une information ou information incomplète de type surface, adresse, date,...) ; non-conformités 2 (= erreur sur étiquettes énergie/climat ou descriptif du logement et de ses équipements non remplis ou faux ou recommandation(s) inadaptée(s)) ; remarque (= information incomplète ou erronée dans le rapport qui ne sont pas susceptibles de remettre pas en cause son résultat/sa compréhension).

La phase « choix de la méthode d'évaluation » est acquise en présence de quatre bonnes réponses sur cinq. La phase « bonne détermination des données » est acquise en l'absence de non-conformité et en présence de seize remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport-méthode des consommations relevées » est acquise en l'absence de non-conformités 2 et/ou en présence de trois non-conformités 1 au plus et/ou en présence de sept remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport-méthode des consommations estimées » est acquise en l'absence de non-conformités 2 et/ou en présence de trois non-conformités 1 au plus et/ou en présence de sept remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique pour la certification sans mention consiste à vérifier que le candidat :

- est capable d'élaborer le diagnostic de performance énergétique en utilisant une méthodologie adaptée aux cas traités, à en interpréter les résultats et à les restituer à un non-spécialiste ;
- sait évaluer la consommation d'un bâtiment par une au moins des méthodes réglementaires de consommations estimées et est capable de déterminer les données d'entrée de cette méthode ;
- sait évaluer la consommation d'un bâtiment par la méthode des consommations relevées et est capable de déterminer les données utiles dans les factures et les utiliser ;
- est en mesure de proposer des recommandations adaptées aux cas traités, en tenant compte du contexte technique, juridique, économique et environnemental ;
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation de la prestation effectuée.

Le candidat doit être évalué a minima avec les mises en situation suivantes :

- le bon choix de la méthode d'évaluation de la consommation énergétique est vérifié sur au moins cinq cas pratiques
- la bonne détermination des données est vérifiée sur au moins un cas pratique pour la méthode des consommations estimées et au moins un cas pratique pour la méthode des consommations relevées
- la restitution des résultats du diagnostic au client et les recommandations adaptées sont vérifiées sur au moins deux cas pratiques.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Sauf cas particulier\*, ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors d'une première certification avec les aménagements suivants pour l'examen théorique : le QCM comporte 30 questions (sa durée est ramenée à 20 minutes).

*\* Cas particulier des personnes initialement certifiées avant le 1<sup>er</sup> février 2012 : si elles sont candidates à la recertification pour le domaine DPE tous bâtiments, elles passent l'examen théorique de certification (c'est-à-dire un questionnaire de 50 questions comme décrit plus haut).*

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné.

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation. En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

## **5.6. Etat de l'installation intérieure de gaz**

L'examen théorique consiste en un QCM de 60 questions (réparties par thèmes) d'une durée de 35 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 46/60 conformément au seuil de réussite réglementaire de plus de 75%.

Le programme de l'examen théorique porte sur les points suivants :

1. les différentes structures, les principaux systèmes constructifs, la terminologie technique tout corps d'état et la terminologie juridique du bâtiment en rapport avec le gaz
2. les procédés, produits et équipements dans le domaine du gaz ainsi que les réglementations et prescriptions techniques qui régissent la prévention des risques liés à l'utilisation du gaz ;
3. les caractéristiques physico-chimiques des différents gaz combustibles, la combustion du gaz, les risques liés aux gaz combustibles et les contraintes portant sur l'aération et l'évacuation des produits de combustion ;
4. le fonctionnement des grandes familles d'appareils et leurs consignes d'installation et d'utilisation, en adéquation avec le combustible utilisé ;
5. les méthodes de diagnostic des installations intérieures de gaz, définies conformément aux articles R. 134-6 à R. 134-9 du code de la construction et de l'habitation.

Plus particulièrement, la personne physique candidate démontre qu'elle possède les connaissances requises sur :

le corpus réglementaire et normatif en vigueur encadrant la réalisation d'une installation intérieure de gaz ;

- l'alimentation en gaz des appareils à gaz ;
- le contrôle du fonctionnement des appareils ;
- les caractéristiques des gaz ;



- les spécificités des installations alimentées en gaz de pétrole liquéfié ;
- les chauffe-eau non raccordés ;
- les conduits de raccordement ;
- les terminologies et définitions ;
- les essais d'étanchéité apparente d'une installation de gaz ;
- l'évacuation des produits de combustion des appareils à gaz raccordés ;
- le contrôle du débouché des appareils à circuit étanche ;
- la ventilation des locaux ;
- la ventilation mécanique contrôlée gaz ;
- les organes de coupure de l'alimentation en gaz ;
- les robinets de commande des appareils à gaz ;
- les tuyauteries fixes d'alimentation en gaz ;
- les types d'anomalies sur une installation intérieure de gaz ;
- les suites données à la découverte d'une anomalie sur une installation intérieure de gaz.

**L'examen pratique** pour obtenir la certification comporte trois phases pour lesquelles le candidat dispose de 1,75 heures :

- o Essais et mesures : l'examineur remet au candidat un questionnaire relatif aux modalités d'essais et de mesures à réaliser dans le cadre de l'état de l'installation intérieure de gaz.
- o Mises en situation de diagnostic : l'examineur remet au candidat les documents suivants : un dossier de cas pratique présentant différentes situations d'installations intérieures de gaz et une fiche permettant au candidat de consigner ses éventuelles constatations pour chacune d'entre elles.
- o Rédaction d'un rapport : l'examineur remet des indications relevées lors d'un diagnostic gaz afin que le candidat rédige un rapport sur le site d'examen.

A l'aide de grilles d'évaluation l'examineur vérifie à l'issue la conformité :

- o des réponses apportées au questionnaire « essais et mesures » ;
- o des constatations pour chaque mise en situation ;
- o du rapport.

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points.

Deux niveaux de non-conformités existent : une non-conformité 1 résulte de l'absence d'un élément de réponse ou d'une réponse fautive dans le questionnaire « essais et mesures » ou de l'absence de signalement d'une anomalie de type A2 (le cas échéant) lors des mises en situation. Une non-conformité 2 résulte de l'absence de deux éléments de réponse ou de deux réponses fautes dans le questionnaire « essais et mesures » ou de l'absence de signalement d'une anomalie de type DGI (le cas échéant) lors des mises en situation ou de manquements significatifs dans le rapport (liés à l'identification des appareils et des anomalies ainsi qu'à la rédaction des conclusions).

Une remarque résulte soit de l'absence de signalement d'une anomalie de type A1 (le cas échéant) ou de l'ajout d'une anomalie non présente lors des mises en situation soit d'une rubrique incomplète ou mal remplie dans les données générales du rapport (identification propriétaire, diagnostiqueur,...).

L'examen pratique est acquis :

- pour le questionnaire « essais et mesures » : en l'absence de non-conformité 2 et/ou en présence de deux non-conformités 1 au plus ;
- pour les mises en situation de diagnostic : en l'absence de non-conformité 2 et/ou en présence de trois non-conformités 1 au plus et/ou en présence de 7 remarques au plus ;
- pour la rédaction d'un rapport : en l'absence de non-conformité 2 et/ou en présence de 5 remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- est capable de mettre en œuvre la méthodologie de réalisation des états relatifs à l'installation intérieure de gaz et d'utiliser les outils dédiés à l'activité ;
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des contrôles effectués.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors de la première certification.

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné.

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation. En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

## 5.7. Etat de l'installation intérieure d'électricité

L'examen théorique consiste en un QCM de 40 questions (réparties par thèmes) d'une durée de 25 minutes. Les questions sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 35/69.

**L'examen pratique** pour obtenir la certification comporte trois phases pour lesquelles le candidat dispose de 1,83 heures :

- Essais et mesurages : l'examineur remet au candidat un questionnaire relatif aux modalités d'essais et de mesures à réaliser dans le cadre de l'état de l'installation intérieure d'électricité.

- Mises en situation de diagnostic : l'examineur remet au candidat les documents suivants : un dossier de cas pratique présentant différentes situations d'installations intérieures d'électricité et une fiche permettant au candidat de consigner ses éventuelles constatations pour chacune d'entre elles.
- Rédaction d'un rapport : l'examineur remet des indications relevées lors d'un diagnostic électricité afin que le candidat rédige un rapport sur le site d'examen.

A l'aide de grilles d'évaluation l'examineur vérifie à l'issue la conformité :

- des réponses apportées au questionnaire « essais et mesurages » ;
- des constatations pour chaque mise en situation ;
- du rapport.

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. La phase « essais et mesurages » est acquise en l'absence de non-conformités et trois remarques au plus. La phase « mises en situation » est acquise en présence de trois non-conformités au plus et en présence de cinq remarques au plus. La phase « rédaction d'un rapport » est acquise en l'absence de non-conformités et en présence de quatre remarques au plus.

Le programme de l'examen pratique consiste à vérifier que le candidat :

- est capable en mettre en œuvre la méthodologie de réalisation des états relatifs à l'installation intérieure d'électricité et d'utiliser les outils dédiés à l'activité ;
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des vérifications effectuées.

L'évaluation de recertification comprend :

- un examen théorique ;
- un examen pratique.

Ces examens sont de même nature que ceux réalisés lors de la première certification.

L'évaluation permet aussi de vérifier que le candidat se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné

Cette évaluation tient aussi compte de :

- l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant la personne certifiée dans l'usage de sa certification
- l'état des suites données aux résultats de la surveillance

Les mêmes critères d'évaluation que pour les examens théoriques et pratiques de certification s'appliquent.

En outre, il peut être demandé des informations sur les actions correctives mises en place selon la nature de la ou des plaintes déclarées avant de finaliser l'évaluation.

En cas de plainte d'un tiers en cours de traitement, celle-ci devra être soldée pour finaliser l'évaluation.

En cas d'action corrective demandée dans le cadre de la surveillance et qui ne serait pas encore démontrée, celle-ci devra être démontrée pour finaliser l'évaluation.

## 5.8. Diagnostic amiante avant travaux (diagnostic amiante non réglementaire)

L'**examen théorique** consiste en un QCM de 100 questions d'une durée de 60 minutes. Ces questions sont réparties par thèmes dont l'un est relatif aux connaissances générales dans le domaine du bâtiment. Elles sont affectées d'un coefficient 1 ou 2. Le QCM est réussi à partir de l'obtention de la note de 106/149.

Programme de l'examen théorique :

1. les différentes structures, les principaux systèmes constructifs, la terminologie technique tout corps d'état et la terminologie juridique du bâtiment ;
2. le matériau amiante, et notamment ses propriétés physico-chimiques ;
3. les risques sanitaires liés à une exposition aux fibres d'amiante ;
4. les différents matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ;
5. l'historique des techniques d'utilisation de l'amiante et conditions d'emploi des matériaux et produits ayant contenu de l'amiante jusqu'à leur interdiction ;
6. les dispositifs législatifs et réglementaires relatifs à l'interdiction d'utilisation de l'amiante ainsi qu'à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
7. les dispositifs législatifs et réglementaires relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
8. les dispositifs législatifs et réglementaires relatifs à l'élimination des déchets contenant de l'amiante ;
9. le rôle, les obligations et les responsabilités des différents intervenants ;
10. les normes et les méthodes de repérage avant travaux et d'évaluation de l'état de conservation.

L'**examen pratique** pour obtenir la certification comporte deux phases pour lesquelles le candidat dispose de 3 heures sur site d'examen :

Réalisation d'un diagnostic : DEKRA Certification remet au candidat, en plusieurs étapes, un dossier de cas pratique. En premier lieu, et en même temps que la convocation d'examen, une demande d'intervention pour la réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux est envoyée au candidat pour analyse. Au plus tard 48 heures avant la session d'examen, le candidat retourne à DEKRA Certification une liste écrite des pièces dont il estime avoir besoin pour établir une offre et organiser son intervention. Le jour de la session d'examen l'examineur remet au candidat les pièces demandées. Le candidat établit, sur une trame vierge fournie par DEKRA Certification, un plan d'intervention relatif à la mission sujet de l'examen (détaillant l'évaluation et la prévention des risques conformément aux textes en vigueur). En utilisant une feuille de liaison remise par DEKRA Certification, il liste par écrit les information(s) complémentaire(s), plan(s) et vue(s) dont il a besoin ainsi que les actions qu'il souhaite réaliser (sondage(s), prélèvement(s)). L'examineur lui remet les information(s), plan(s) et vue(s) demandé(s) ainsi que les résultats des sondage(s) et analyse(s) réalisé(s).

Rédaction d'un rapport : l'examineur remet au candidat une trame de rapport à compléter sur le site d'examen. L'examineur vérifie à l'issue la conformité des documents établis par le candidat (plan d'intervention et rapport) aux données du cas pratique.

Les points de contrôle de l'examen pratique font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. L'examen pratique est acquis en l'absence de non-conformité et/ou en présence de 12 remarques au plus.

Programme de l'examen pratique :

L'examen pratique permet de vérifier par une mise en situation que la personne physique candidate à la certification :

- maîtrise les modalités de réalisation des missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux ;
- maîtrise les protocoles d'intervention lors du repérage ;
- sait faire une analyse de risque lié à l'exercice de son activité ;
- sait fixer le nombre de sondages et effectuer un prélèvement (technique, quantité, conditionnement, traçabilité, maîtrise du risque de contamination) ;
- sait rédiger un rapport détaillé et formuler des conclusions ;
- sait rédiger des rapports en langue française qui constituent la matérialisation des contrôles effectués.

## 6. DELIVRANCE DES CERTIFICATIONS/RECERTIFICATIONS

Le comité de direction prononce l'attribution de la certification/recertification. En cas de litige non résolu entre un candidat et DEKRA Certification, le comité du dispositif particulier de certification pourra être consulté pour avis.

La décision en matière de certification/recertification est notifiée au candidat dans un délai maximum de deux mois après la fin de son évaluation initiale ou de rattrapage.

***Voir le détail précis des étapes et délais de la certification et de la recertification en annexe 1***

La décision est accompagnée d'un retour écrit indiquant les écarts entre les compétences observées et les compétences attendues. En cas de réussite, cette notification est accompagnée des conditions d'utilisation de la marque et du logo DEKRA Certification en concernant la Certification de personnes et du rappel des conditions de surveillance.

DEKRA Certification délivre à la personne certifiée un certificat. Dans le cadre des certifications réglementaires, la personne certifiée recevra également une carte professionnelle identifiant ses compétences, si elle en fait la demande.

La certification réglementaire à une durée de validité de cinq ans au plus. La certification volontaire a une durée de validité de trois ans au plus.

### **Nota bene – dates de délivrance :**

- ***la date de délivrance de la certification est le jour d'expédition par DEKRA Certification de la décision positive d'attribution d'une certification. Cette date, apparaissant sur le diplôme de certification, marque la prise d'effet de la certification.***
- ***la date de délivrance de la recertification (ou renouvellement de certification) est le lendemain de l'échéance réglementaire du cycle de certification précédent (indiquée dans la décision positive d'attribution d'une recertification). Cette date, apparaissant sur le diplôme de certification, marque la prise d'effet de la recertification. En cas d'évolution législative ou réglementaire qui surviendrait entre la décision et la prise d'effet de la recertification, et qui aurait des incidences en termes de connaissances ou de compétences, une évaluation complémentaire de la personne sera organisée. Si une décision d'attribution de recertification n'a pas pu être prise par DEKRA Certification avant l'échéance du cycle de certification en cours, la candidature à la recertification est alors considérée comme une candidature à la certification (en cas d'attribution de la certification, celle-ci prendra effet au jour d'expédition).***

**Nota bene - personnes dont les certifications dans les domaines plomb, termites, performance énergétique, gaz et électricité ont une date de prise d'effet respectivement ultérieure aux 21, 17, 23, 20 et 20 décembre 2011 : une même personne physique ne peut être titulaire de plusieurs certifications pour un même domaine. Les organismes de certification s'en assurent sur la foi d'une déclaration sur l'honneur de la personne physique. La possession de plusieurs certifications dans un domaine entraîne le retrait de toutes les certifications dans ce domaine par les organismes de certification, qui sont tenus de se communiquer l'information.**

## 7. SURVEILLANCE DES PERSONNES CERTIFIEES

### 7.1 Programme de la surveillance

La surveillance est l'ensemble des opérations permettant de vérifier les compétences techniques ayant fait l'objet d'une certification ou d'une recertification, et ce tout au long d'un cycle. Ces opérations sont de deux ordres :

- surveillance périodique : définie dans la réglementation (ou dans le présent document pour une certification volontaire), elle est composée a minima :
  - d'une surveillance documentaire pour tous les domaines de certification
  - et d'un contrôle sur ouvrage pour les domaines plomb – DRIPP/CTPP (dénommé observation sur site dans la réglementation), performance énergétique et gaz
- surveillance continue (exigence d'accréditation des organismes certificateurs) : il s'agit de la mise à jour des données relatives à la personne certifiée (coordonnées, situation professionnelle, prise en compte de dispositions transitoires comme pour la certification DPE en 2012,...) et du traitement des réclamations et plaintes reçues directement par DEKRA Certification par des tiers (particuliers, professionnels, administrations,...)

#### 7.1.1 Surveillance documentaire

##### 7.1.1.1 Objectifs

Pour tous les domaines à l'exception du domaine amiante, la surveillance documentaire consiste à :

- vérifier que la personne certifiée se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné ;
- vérifier que la personne certifiée exerce réellement l'activité pour laquelle elle a obtenu la certification, avec au moins cinq rapports sur les douze derniers mois ou, s'il s'agit de l'opération initiale de surveillance, quatre depuis l'obtention de la certification (voir plus bas pour une certification volontaire) ;
- contrôler la conformité aux dispositions réglementaires, normatives ou bonnes pratiques professionnelles en vigueur d'un échantillon d'au moins quatre rapports établis par la personne certifiée depuis le début du cycle de certification ; cet échantillon est sélectionné par l'organisme de certification et comporte au moins un rapport pour chacun des types de missions mentionnés à l'article 2-1 de l'arrêté « compétences » concerné, quand ce type a été réalisé (sauf pour le domaine plomb en l'absence de liste : dix rapports sont vérifiés).

La personne fournit également l'état de suivi des réclamations et plaintes la concernant dans l'usage de sa certification et tient à disposition les rapports de la liste susvisée pendant cinq ans (trois ans pour une certification volontaire).

Pour le domaine amiante, la surveillance documentaire (réglementaire) consiste à vérifier que la personne certifiée :

- se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné ;
- exerce réellement l'activité pour laquelle elle a obtenu la certification. Pour cela, il y a lieu de vérifier la conformité aux dispositions réglementaires, normatives ou



bonnes pratiques professionnelles en vigueur de dix repérages établis par la personne certifiée et représentatifs des types de missions réalisées.

La personne certifiée fournit à l'organisme de certification un état des réclamations et plaintes le concernant sur la période écoulée.

#### 7.1.1.2 Planification

DEKRA Certification déclenche la surveillance en fonction des dates de certification des personnes certifiées et d'un planning permettant de réaliser la surveillance dans le délai réglementaire obligatoire. Pour ce faire, DEKRA Certification demande par courrier les pièces décrites dans le programme ci-dessous.

Les délais de réalisation de la surveillance périodique (réglementaire) varient selon le cycle (certification ou recertification) et les dates de prise d'effet des certifications.

***Voir le détail précis des étapes et délais de la surveillance documentaire en année 1 ou année 2 ou année 3 ou années 2 à 4 en annexe 2***

#### 7.1.1.3 Déroulement

En pratique, la surveillance documentaire porte sur les points suivants :

1 - Mise à jour des évolutions techniques, légales et réglementaires : DEKRA Certification envoie un questionnaire à la personne certifiée qui permettra de vérifier que le candidat se tient bien à jour des évolutions techniques, légales et réglementaires.

Le cas échéant, pour la certification volontaire (diagnostic amiante avant travaux), DEKRA Certification vérifie également que le diagnostiqueur est à jour des formations réglementaires obligatoires.

Les points de contrôle du questionnaire conduisent à retenir une non-conformité au cas où une évolution majeure (pouvant remettre en cause le sens d'un diagnostic) n'est pas identifiée sauf si la vérification des rapports montre que celle-ci est prise en compte.

2 - Rapports :

- pour la certification réglementaire, DEKRA Certification demande la liste des rapports réalisés depuis le début du cycle de certification et procède, selon les modalités définies par la réglementation, à un sondage parmi ceux-ci (sauf cas exceptionnels des domaines amiante et plomb) afin de vérifier leur conformité aux dispositions réglementaires normatives ou bonnes pratiques professionnelles en vigueur selon une grille d'évaluation.
- pour la certification volontaire (diagnostic amiante avant travaux), DEKRA Certification demande la liste annuelle des missions de diagnostic avant travaux réalisés contenant l'identification et les conclusions de ces missions. Puis DEKRA Certification vérifie qu'au moins trois rapports ont été réalisés dans l'année et procède à un sondage de deux rapports au moins parmi ceux-ci afin de vérifier leur conformité aux dispositions réglementaires normatives ou bonnes pratiques professionnelles en vigueur selon une grille d'évaluation.

Les points de contrôle de la grille d'évaluation font l'objet d'une cotation en fonction de leur importance : « conforme » ou « non conforme » pour les points essentiels au résultat du diagnostic et « remarque » pour les autres points. La vérification des rapports peut montrer une non-conformité qui n'est pas récurrente : celle-ci peut alors être considérée comme une remarque.

3 - Analyse de l'état des réclamations et plaintes : DEKRA Certification demande l'état des réclamations et plaintes reçues par la personne certifiée. Cet état est analysé et des informations complémentaires peuvent être demandées à la personne certifiée.

Sont également analysées les réclamations et plaintes concernant la personne certifiée qui seraient adressées directement à DEKRA Certification ou transmises par le COFRAC le cas échéant.

En ce qui concerne l'état des réclamations et plaintes fourni par le diagnostiqueur : les informations complémentaires fournies par le diagnostiqueur doivent permettre de solder la réclamation ou plainte pour finaliser la surveillance.

En ce qui concerne les réclamations et plaintes traitées directement par DEKRA Certification : celles-ci devront être soldées pour finaliser la surveillance.

4 – Respect des règles d'utilisation de la marque et du logo : DEKRA Certification vérifie le respect de ces règles sur chaque support transmis comportant la marque ou le logo relatif à la Certification de Personnes.

Les non-conformités constatées par DEKRA Certification sont communiquées au diagnostiqueur qui doit réaliser les actions correctives adéquates.

## **7.1.2 Surveillance par contrôle sur ouvrage**

### **7.1.2.1 Objectifs**

Les objectifs de la surveillance par contrôle sur ouvrage (réglementaire) sont les suivants :

- pour le domaine performance énergétique, ce contrôle :
  - o porte sur un diagnostic individuel dans le cas d'une certification sans mention
  - o porte sur un diagnostic à l'immeuble ou un bâtiment à usage principal autre que d'habitation, selon la méthode des consommations estimées si le cas a été rencontré, ou selon la méthode des consommations relevées sinon, dans le cas d'une certification avec mention
  - o en présence de la personne certifiée ou à défaut en son absence si elle a été dûment convoquée au moins sept jours auparavant, consiste en la vérification complète des données d'entrée du bâtiment employées pour établir le diagnostic de performance énergétique, la vérification complète des recommandations émises, et l'examen sur place du bâtiment afin de vérifier la concordance entre les informations fournies dans le rapport et le bâtiment diagnostiqué
- pour le domaine gaz : ce contrôle, en présence de la personne certifiée ou à défaut en son absence si elle a été dûment convoquée au moins sept jours auparavant, consiste en l'examen sur place de l'installation afin de vérifier la concordance entre les informations fournies dans le rapport et l'installation diagnostiquée
- pour le domaine plomb – certification avec mention : ce contrôle, en accord avec l'organisme de certification et en présence de la personne certifiée, permet de vérifier la conformité de la prestation avec les méthodes décrites dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ; l'observation d'une prestation sur la base d'un rapport ne peut être réalisée plus de deux mois après la prestation ; l'organisme de certification



organise un entretien en face à face avec la personne physique certifiée portant notamment sur la prestation observée et si nécessaire sur la revue commune de rapports déjà réalisés

### 7.1.2.2 Planification

Entre le début de la deuxième année et la fin de la quatrième année du cycle de certification, il est procédé aux opérations suivantes :

- définir le nombre de contrôles sur ouvrage à réaliser par an de manière à traiter toutes les surveillances concernées
- établir une liste de personnes par année puis une liste de personnes à solliciter par mois selon un planning permettant de réaliser la surveillance dans le délai réglementaire obligatoire
- solliciter ces personnes en leur demandant une liste des rapports réalisés depuis l'obtention de leur certification en identifiant autant que possible :
  - o les biens vacants
  - o l'occupation par un propriétaire ou un locataire

**Voir le détail précis des étapes et délais de la surveillance par contrôle sur ouvrage en années 2 à 4 en annexe 3**

En tout état de cause, le contrôle sur ouvrage :

- ne sera réalisé qu'après réception d'un bon de commande et d'un règlement
- devra être réalisé au plus tard à la fin de la quatrième année (sinon c'est un cas de suspension)

**Important ! Dans l'intérêt du bon déroulement des opérations de contrôle sur ouvrage, il est recommandé au diagnostiqueur certifié d'avertir systématiquement ses clients que :**

- ***dans le cadre du suivi de ses compétences pour le diagnostic gaz et/ou le diagnostic de performance énergétique et/ou le DRIPP\*, son intervention est susceptible de faire l'objet d'un contrôle sur site ultérieurement par l'organisme certificateur (\* dans le cas du DRIPP, le contrôle sur site peut être le jour du diagnostic)***
- ***ils seront alors préalablement sollicités par le diagnostiqueur***

**Nota bene :**

- **domaine performance énergétique : un contrôle sur ouvrage a également lieu pour une personne certifiée pour le DPE individuel (certification sans mention) souhaitant être candidate à une extension de certification (DPE tous bâtiments) et ne possédant pas le pré-requis de qualifications professionnelles ; il est réalisé à tout moment du cycle selon les mêmes modalités qu'un contrôle sur ouvrage réalisé au titre de la surveillance dans les années 2 à 4**
- **domaine plomb - certification avec mention : l'observation d'une prestation sur la base d'un rapport ne peut être réalisée plus de deux mois après la prestation ; cette observation est faite en présence de la personne certifiée.  
L'un des cinq premiers diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures immédiatement consécutifs à une attribution de la mention fait l'objet d'un contrôle sur ouvrage, et il n'y a dans ce cas pas d'autre obligation d'observations sur site pendant la durée du cycle de certification restant à courir. Suite à ce contrôle sur ouvrage, l'organisme de certification indique aux donneurs d'ordre de la personne physique certifiée ses conclusions quant au maintien, à la suspension ou au retrait de la mention.**

**Pour mémoire/domaines gaz et performance énergétique – cas des personnes certifiées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 janvier 2012 : un contrôle sur ouvrage doit être réalisé si la surveillance n'a pas été réalisée pendant la deuxième année de validité de la certification.**

### 7.1.2.3 Sélection de l'ouvrage et modalités d'accès au site

Après réception du bon commande (comprenant des informations et pièces administratives, le règlement, l'engagement de la personne certifiée ainsi que la liste des rapports réalisés depuis l'obtention de sa certification), DEKRA Certification :

- sélectionne cinq rapports (la sélection de rapports porte prioritairement sur les interventions les plus récentes et sur des biens qui sont vacants ou occupés par des propriétaires et
- demande au diagnostiqueur de prendre contact sous 7 jours avec au moins l'un de ses clients pour solliciter son accord afin de convenir d'une ou plusieurs dates possibles de rendez-vous pour le contrôle sur ouvrage dans les 3 semaines suivantes ; le diagnostiqueur rappelle à son client le contexte (contrôle sur ouvrage a posteriori et mentionne la durée prévisionnelle du contrôle (estimation fournie par DEKRA Certification)

A réception de ou des dates possibles de rendez-vous pour le contrôle sur ouvrage, DEKRA Certification vérifie la disponibilité d'un examinateur puis confirme ou infirme la possibilité du contrôle au diagnostiqueur. Cette confirmation ou infirmation a lieu au moins 7 jours à l'avance pour les domaines performance énergétique et gaz.

En cas d'impossibilité d'organiser un contrôle pour l'un des rapports sélectionnés, DEKRA Certification sélectionne à nouveau 5 rapports afin que, dans les mêmes conditions de délais que ci-dessus, le diagnostiqueur puisse prendre contact avec au moins l'un de ses clients pour solliciter son accord afin de convenir d'une ou plusieurs dates possibles de rendez-vous pour le contrôle sur ouvrage.

Dès confirmation du rendez-vous de contrôle sur ouvrage par DEKRA Certification, le diagnostiqueur confirme à son client la date du rendez-vous pour le contrôle sur ouvrage, par exemple, en transférant le courrier de DEKRA Certification.

Le contrôle sur ouvrage est réalisé au jour et à l'heure convenus, en présence de l'examineur DEKRA Certification et du diagnostiqueur.

Le contrôle sur ouvrage pour les domaines performance énergétique et gaz peut se dérouler en l'absence du diagnostiqueur si celui-ci a été dûment convoqué au moins 7 jours à l'avance (sauf accord expresse de sa part).

Pour le domaine plomb – certification avec mention, le contrôle sur ouvrage est fait en présence du diagnostiqueur.

Si le rendez-vous s'avère impossible du fait du diagnostiqueur ou de son entreprise, le versement d'indemnités est prévue dans les conditions de vente (indemnité forfaitaire si l'annulation intervient à partir de 72 heures avant la date prévue ; indemnité forfaitaire ainsi que des frais réels de déplacement engagés si l'annulation intervient à partir de la veille du jour prévu).

#### 7.1.2.4 Déroulement

Pour chaque domaine, une grille de vérification, utilisée par l'examineur sur le site le jour du contrôle sur ouvrage, permet toutes les vérifications prévues. L'examineur y consigne :

- ses constats en listant les points conformes, les points non-conformes\* (points essentiels au résultat du diagnostic = manquements méthodologiques avec impacts potentiellement significatifs sur le résultat) et les remarques (autres points)
- en cas de modifications survenues depuis le diagnostic, tous les commentaires pertinents permettant de démontrer que la vérification de la méthodologie employée par le diagnostiqueur a pu être faite

*\* sauf si les explications fournies sur place par le diagnostiqueur certifié montrent un manquement ponctuel et permettent de lever la non-conformité*

Pour chaque domaine, un rapport de contrôle sur ouvrage, utilisé par l'examineur le jour du rendez-vous sur le site, permet de présenter les constats au diagnostiqueur présent qui le contresigne en deux exemplaires (s'il est absent, celui-ci lui sera envoyé).

Ce rapport identifie les écarts entre les compétences observées et les compétences attendues dans les rapports contrôlés, sans que DEKRA Certification ait à engager sa responsabilité quant au contenu de ces rapports. L'intervention des contrôles ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à la personne certifiée quant au contenu de ses rapports.

#### **Important !**

***Certaines non-conformités susceptibles de remettre en cause la sécurité des occupants ou de l'immeuble relèvent de cas où l'obligation d'information et de conseils de DEKRA Certification peut s'appliquer : dans ce cas DEKRA Certification mettra en œuvre toute action opportune dictée par la réglementation, les bonnes pratiques en vigueur ou encore la nécessité de préserver la sûreté des occupants (par exemple en cas de défaillance d'une installation intérieure de gaz).***

***Domaine plomb – certification avec mention : en vertu de la réglementation, DEKRA Certification indique aux donneurs d'ordre de la personne physique certifiée ses conclusions quant au maintien, à la suspension ou au retrait de la mention.***

#### 7.2. Décisions consécutives à la surveillance

A l'issue d'opérations de surveillance (périodiques prévue par la réglementation ou continues prévues par les exigences d'accréditation des organismes certificateurs), le comité de direction de DEKRA Certification prononce une décision et la notifie dans un délai maximum de :

- deux mois après la dernière sélection de rapport par DEKRA Certification (pour la surveillance documentaire) ;
- trois mois après la dernière sélection de rapport par DEKRA Certification (pour la surveillance par contrôle sur ouvrage).

En cas d'absence de non-conformités le maintien de la certification est prononcé.

En cas de non-conformités constatées, l'une des décisions suivantes est prise :

- demande d'explications (dans le cadre de la surveillance documentaire, en cas de non-conformités grossières ou en nombre important impactant de manière significatives les résultats des diagnostics ; ou dans le cadre d'une plainte reçue directement par DEKRA Certification)

- maintien sous condition (en présence de non-conformités manifestes)

Le diagnostiqueur dispose de 20 jours pour apporter ses explications ou observations, et le cas échéant ses actions correctives à venir, c'est-à-dire pour :

- faire une réponse point par point démontrant que les constats de DEKRA Certification acceptés et compris
- si nécessaire, décrire des actions correctives
- si nécessaire, joindre un rapport ou une trame de rapport démontrant les corrections

DEKRA Certification peut, en cas de réponse non-conforme, demander des actions complémentaires.

Le cas échéant, un examen théorique ou pratique renouvelables une fois ou un audit de terrain peuvent être réalisés aux frais du candidat conformément aux procédures de DEKRA Certification.

Une décision de suspension est prononcée :

- en cas d'absence de transmission des informations et pièces nécessaires à la surveillance (y compris si le diagnostiqueur n'a pas signalé ses nouvelles coordonnées) c'est-à-dire :
  - o dans le cas de la demande initiale de pièces par DEKRA Certification pour la surveillance documentaire ou le contrôle sur ouvrage, il s'agit de l'absence de fourniture ou de la fourniture tardive des pièces (questionnaire, état des réclamations, liste de rapports, confirmation de rendez-vous, etc.) et ne permettant pas de traiter la surveillance dans le délai réglementaire
  - o dans tout autre cas, il s'agit de l'absence de fourniture ou de la fourniture tardive des pièces (observations, explications, etc.) ne permettant pas de traiter la surveillance dans le délai indiqué par DEKRA Certification
- en cas de défaut méthodologique avéré susceptible de remettre en cause la sécurité des occupants et des immeubles
- en cas d'absence de réponse à une décision de demande d'explications ou de maintien sous condition ou de réponse(s) non-conforme(s) montrant un manquement méthodologique manifeste avec impact potentiellement significatif sur le résultat

La suspension de la certification implique la suspension ou le retrait de la mention.

La durée de la suspension sera au maximum de 6 mois.

En cas d'utilisation intentionnellement abusive de la marque et/ou du logotype de certification, et en fonction du contexte et des circonstances de cet usage, la suspension de tout ou partie des certifications pourra être prononcée.

Une décision de retrait est prononcée :

- si une suspension n'a pas pu être levée dans les 6 mois suivant sa date d'effet
- en cas de tromperie avérée sur les documents
- sauf cas de force majeure, en cas de cessation d'activité

Le retrait de la certification implique le retrait de la mention.

Sauf cas de force majeure, la cessation d'activité spécifique à la mention est un critère de retrait de la mention.

En cas d'utilisation intentionnellement abusive de la marque et/ou du logotype de certification, et en fonction du contexte et des circonstances de cet usage, le retrait de tout ou partie des certifications pourra être prononcé.

**Important !**

**Surveillance documentaire**

**DEKRA Certification ne demande pas la correction des rapports qui ont fait l'objet de la surveillance. De telles modifications relèvent de la responsabilité du diagnostiqueur et de celle de son entreprise et doivent faire l'objet d'une diffusion aux personnes intéressées.**

**Surveillance par contrôle sur ouvrage**

**En cas de non-conformité(s) (y compris de non-conformités levées sur place) et/ou de remarque(s), la correction de toutes les non-conformités et remarques du rapport ayant fait l'objet du contrôle sur ouvrage relève de la responsabilité du diagnostiqueur et de son entreprise. Elle implique de diffuser ce rapport aux parties intéressées.**

Les résultats des opérations de surveillance réglementaire (documentaire et par contrôle sur ouvrage) font l'objet d'un retour écrit à la personne certifiée indiquant les écarts entre les compétences observées et les compétences attendues.

Les règles détaillées relatives aux décisions consécutives à la surveillance documentaire et par contrôle sur ouvrage sont respectivement détaillées en annexe 2, en annexe 3 et en annexe 4, dans tous les cas, jointes à l'envoi de la notification de résultat d'examen.

En cas de litige non résolu entre un diagnostiqueur et DEKRA Certification, le comité du dispositif particulier de certification pourra être consulté pour avis.

Dans ce dernier cas, la décision sera suspendue jusqu'à communication au réclamant de l'avis du comité avec la décision définitive de DEKRA Certification.

## **8. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA MARQUE ET DU LOGO DEKRA CERTIFICATION ET TRAITEMENT DES USAGES ABUSIFS**

Les dispositions relatives à la marque et au logo sont transmises lors de la notification des résultats d'examen.

Chaque personne certifiée s'est engagée au préalable à respecter les dispositions applicables au dispositif de certification de DEKRA Certification.

Si, tant à l'occasion d'opérations de surveillance que suite à n'importe quel signalement, un usage abusif de la marque et/ou du logo est constaté, DEKRA Certification mettra en œuvre toute mesure jugée opportune, y compris la suspension ou le retrait de la certification, la publication de l'infraction et, si nécessaire, une action complémentaire en justice.

## **9. TRANSFERT DE CERTIFICATION**

Afin de rendre ces opérations fluides et compréhensibles pour les personnes souhaitant effectuer un transfert de certification, DEKRA Certification applique une procédure harmonisée pour tous les diagnostics, y compris pour le diagnostic amiante (procédure non définie dans l'arrêté « compétences » du 21 novembre 2006 qui n'a pas été modifié).

Toute personne certifiée peut demander le transfert de sa certification pour la durée de validité restant à courir auprès d'un autre organisme de certification accrédité, ci-après

dénommé "organisme d'accueil", à condition que cette certification ne soit pas suspendue et que ne soit pas en cours une procédure de recertification.

Pour cela, la personne certifiée (ou candidat(e) au transfert) adresse une demande écrite à l'organisme d'accueil :

- dans les 7 jours suivants une demande de transfert entant\*, DEKRA Certification vérifie la recevabilité du dossier (demande de transfert complétée, signée et accompagnée des pièces nécessaires et de l'engagement du candidat au transfert complété et signé) puis il est demandé à l'organisme de certification d'origine un dossier de transfert (voir ci-après) ;

\* un dossier de demande de transfert est disponible sur le site [www.certification-diagnostiqueurs-immobiliers.fr](http://www.certification-diagnostiqueurs-immobiliers.fr) ou sur simple demande par téléphone au **01.41.17.11.24**

- à réception d'une demande de transfert sortant, DEKRA Certification y donne suite par l'envoi d'un courrier sous un mois à l'organisme d'accueil accompagné des pièces nécessaires.

Le dossier de transfert doit être envoyé par l'organisme d'origine à l'organisme d'accueil sous un mois à compter de la date de réception de la demande de l'organisme d'accueil. Il concerne le cycle de certification en cours de validité et comprend au minimum :

- la date d'effet de la certification ou recertification et les informations que comporte le certificat ;
- les notes obtenues aux examens théoriques et pratiques, une copie du courrier indiquant les écarts constatés et les résultats de l'évaluation ;
- l'état de suivi des actions menées par l'organisme d'origine au titre de la surveillance ;
- les résultats de chacune des opérations de surveillance, une copie du courrier indiquant les écarts constatés et l'état des suites données ;
- les réclamations et plaintes reçues par l'organisme d'origine à l'encontre de la personne certifiée et l'état des suites données ;
- le statut d'accréditation de l'organisme d'origine et les conséquences éventuelles de ce statut sur la certification de la personne.

L'organisme d'accueil dispose de un mois à réception du dossier de transfert pour contracter avec le (la) candidat(e) au transfert. Le (la) candidat(e) au transfert ou l'organisme d'accueil peuvent à tout moment jusqu'à signature du contrat ne pas donner suite.

En cas de demande de transfert entrant :

- si le dossier de transfert est accepté, DEKRA Certification informe la personne concernée par courrier que le transfert est effectif ainsi que de sa prise d'effet ; puis le certificat correspondant est envoyé à la personne concernée
- si le dossier de transfert est refusé (l'analyse de l'état de suivi de la surveillance ou de l'état de suivi des plaintes reçues par l'organisme d'origine ayant montré que le respect de la réglementation est en cause et conduit à identifier un problème non résolu ou potentiel) ou si la demande de transfert est retirée par la personne certifiée (par exemple, en cas de devis non accepté), DEKRA Certification informe la personne concernée par courrier.

Dans tous les cas, DEKRA Certification prévient aussitôt par courrier l'organisme d'origine.

Suite à un transfert entrant accepté, DEKRA Certification procède, dans les six mois, à une opération initiale de surveillance documentaire selon les modalités définies plus haut dans le paragraphe 7.

Cette opération initiale de surveillance consiste à :

- vérifier que la personne certifiée se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine concerné ;



- vérifier que la personne certifiée exerce réellement l'activité pour laquelle elle a obtenu la certification, avec au moins cinq rapports sur les douze derniers mois ou, s'il s'agit de l'opération initiale de surveillance, quatre depuis l'obtention de la certification ;
- contrôler la conformité aux dispositions réglementaires, normatives ou bonnes pratiques professionnelles en vigueur d'un échantillon d'au moins quatre rapports établis par la personne certifiée depuis le début du cycle de certification ; cet échantillon est sélectionné par l'organisme de certification d'accueil.

Cet échantillon comporte :

- pour le diagnostic amiante : au moins un rapport pour chacun des types de missions du code de la santé publique, quand ce type a été réalisé
- pour le diagnostic plomb : au moins un rapport pour chacun des types de missions mentionnés à l'article 2-1 de l'arrêté « compétences », quand ce type a été réalisé
- pour le diagnostic termites : au moins un rapport pour chacun des types de conclusions mentionnés à l'article 2-1 de l'arrêté « compétences », quand ce type a été rencontré
- pour diagnostic de performance énergétique : au moins un rapport pour chacun des types de locaux et de méthodes mentionnés à l'article 2-1 de l'arrêté « compétences », quand ce type a été rencontré ;
- pour le diagnostic gaz : au moins un rapport pour chacun des types de conclusions mentionnés à l'article 2.1 de l'arrêté « compétences », quand ce type a été rencontré
- pour le diagnostic électricité au moins un rapport pour chacun des types de conclusions mentionnés à l'article 2.1 de l'arrêté « compétences », quand ce type a été rencontré

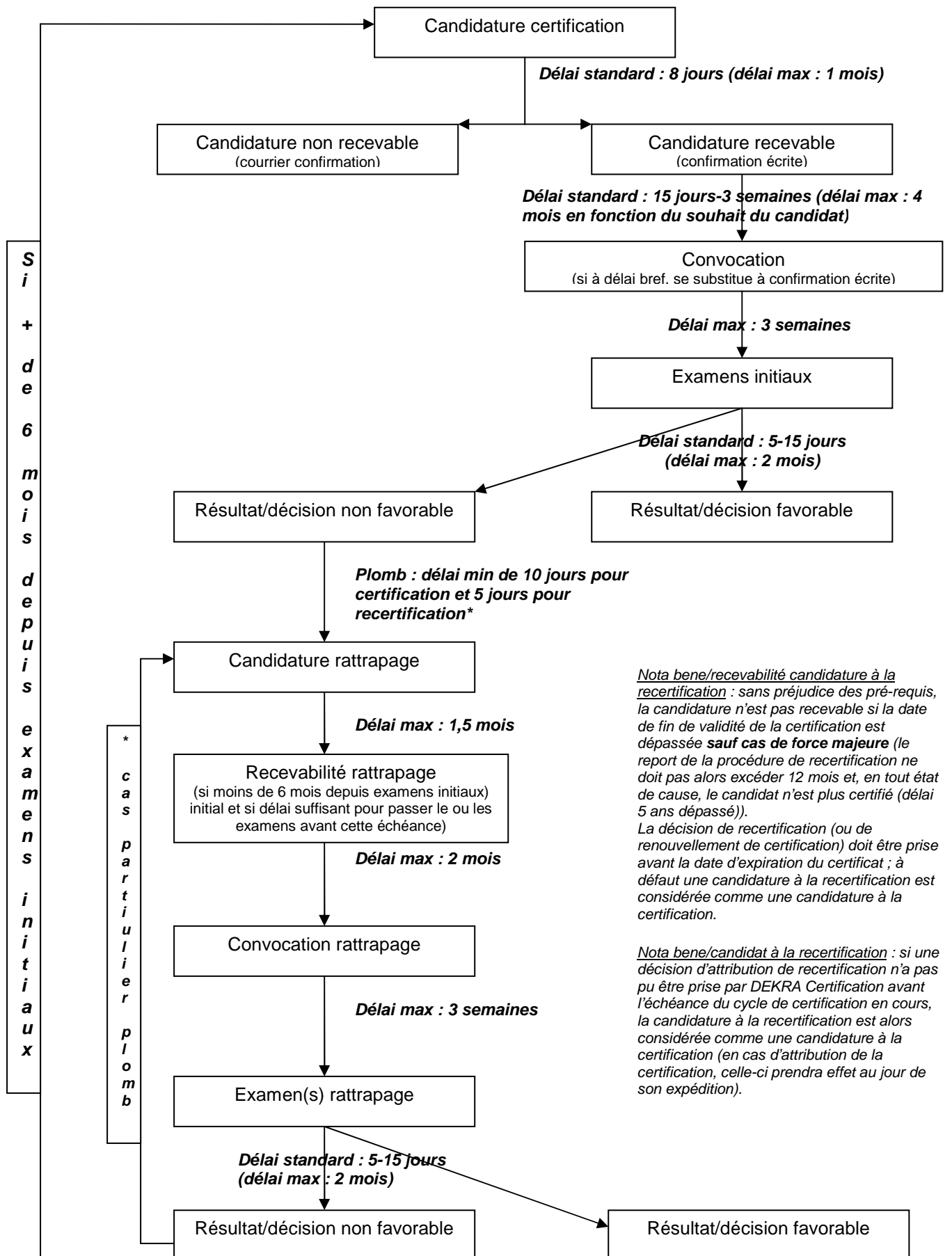
En cas de demande de transfert sortant :

- dès réception de la confirmation écrite par l'organisme d'accueil du transfert de certification de la personne concernée, DEKRA Certification procède aussitôt au retrait de sa certification

## ANNEXE 1

### CERTIFICATION/RECERTIFICATION – ETAPES ET DELAIS





## ANNEXE 2

### SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE DOCUMENTAIRE EN ANNEE 1\* ou ANNEE 2\*\* ou ANNEE 3\*\*\* ou ANNEES 2 à 4\*\*\*\* – ETAPES ET DELAIS

\* Surveillance documentaire année 1 :

Elle correspond à la première surveillance documentaire des personnes certifiées à compter du 01/02/2012 pour les domaines plomb, termites, performance énergétique et électricité (à compter du 01/07/2012 pour le gaz)

\*\* Surveillance documentaire année 2 :

Elle correspond à la surveillance documentaire des personnes certifiées entre le 01/01/2010 et le 31/01/2012 et des personnes certifiées en amiante (arrêté compétences initial non modifié)

\*\*\* Surveillance documentaire année 3 :

Elle correspond à la surveillance documentaire des personnes recertifiées en amiante (arrêté compétences initial non modifié)

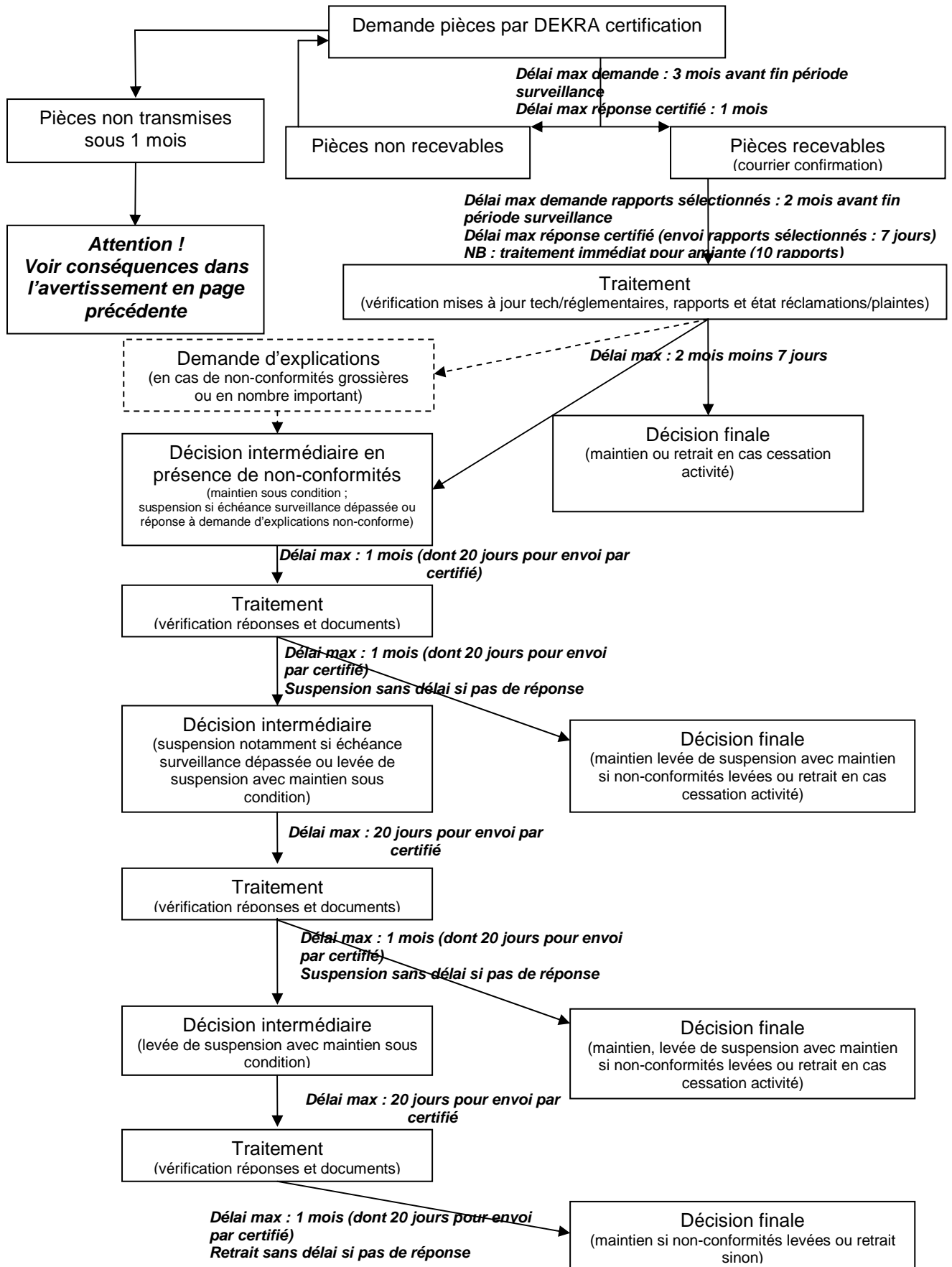
\*\*\*\* Surveillance documentaire entre le début de la 2<sup>ème</sup> année et le fin de la 4<sup>ème</sup> année :

Elle correspond à la seconde surveillance documentaire des personnes certifiées ou recertifiées à compter du 01/02/2012

*Nota bene : une surveillance documentaire a également lieu dans les six mois suivant un transfert de certification ; elle est réalisée selon les mêmes modalités que les autres surveillances documentaires*

**Avertissement : le respect du délai d'envoi des documents à fournir est impératif pour permettre le traitement des opérations de surveillance dans la période définie par la réglementation suivant l'obtention de votre certification.**

***Si les pièces demandées ne sont pas transmises dans le mois suivant la demande de DEKRA Certification, la réalisation des opérations de surveillance dans le délai réglementaire ne pourra pas être garantie et exposera la personne certifiée à une procédure de suspension de sa certification puisqu'elle ne pourra pas être maintenue.***



## ANNEXE 3

### SURVEILLANCE REGLEMENTAIRE PAR CONTROLE SUR OUVRAGE EN ANNEES 2 à 4\* – ETAPES ET DELAIS

\* Surveillance par contrôle sur ouvrage entre le début de la 2<sup>ème</sup> année et le fin de la 4<sup>ème</sup> année :

Elle correspond à la surveillance par contrôle sur ouvrage des personnes certifiées ou recertifiées :

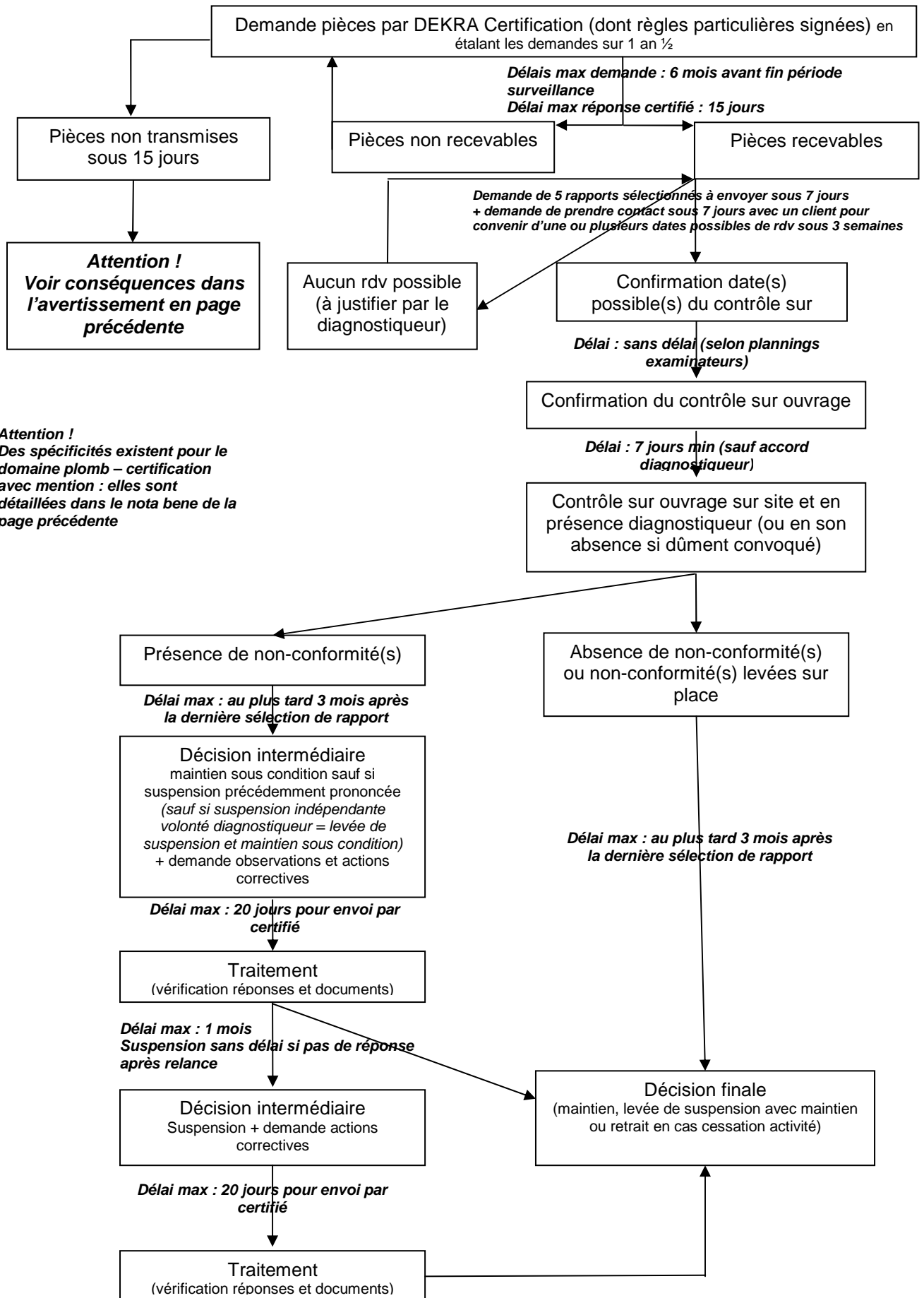
- à compter du 01/02/2012 pour les domaines plomb avec mention et performance énergétique
- à compter du 01/07/2012 pour le gaz

Nota bene :

- *domaine performance énergétique : un contrôle sur ouvrage a également lieu pour une personne certifiée pour le DPE individuel (certification sans mention) souhaitant être candidate à une extension de certification (DPE tous bâtiments) et ne possédant pas le pré-requis de qualifications professionnelles ; il est réalisé à tout moment du cycle selon les mêmes modalités qu'un contrôle sur ouvrage réalisé au titre de la surveillance dans les années 2 à 4.*
- *domaine plomb - certification avec mention : l'observation d'une prestation est faite sur la base d'un rapport préalablement établi ou d'une nouvelle prestation. Elle ne peut être réalisée plus de deux mois après la prestation. L'un des cinq premiers diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures immédiatement consécutifs à une attribution de la mention fait l'objet d'une observation sur site selon les spécifications de l'alinéa précédent, et il n'y a dans ce cas pas d'autre obligation d'observations sur site pendant la durée du cycle de certification restant à courir.*

**Avertissement : le respect du délai d'envoi des documents à fournir est impératif pour permettre le traitement des opérations de surveillance dans la période définie par la réglementation suivant l'obtention de votre certification.**

***Si les pièces demandées ne sont pas transmises dans les 15 jours suivant la demande de DEKRA Certification, la réalisation des opérations de surveillance dans le délai réglementaire ne pourra pas être garantie et exposera la personne certifiée à une procédure de suspension de sa certification puisqu'elle ne pourra pas être maintenue.***



**Attention !**  
Des spécificités existent pour le domaine plomb – certification avec mention : elles sont détaillées dans le nota bene de la page précédente

## ANNEXE 4 DECISIONS CONSECUTIVES A LA SURVEILLANCE

	Maintien	Maintien sous condition <sup>(2)</sup>	Demande d'explications <sup>(2)</sup>	Suspension	Retrait
<b>Absence de fourniture des pièces nécessaires à la surveillance<sup>(1)</sup> / Tromperie sur les documents</b>				X Si absence de fourniture des pièces (y compris si le diagnostiqueur n'a pas signalé ses nouvelles coordonnées)	X Après 6 mois de suspension ou si tromperie sur les documents
<b>Questionnaire (surveillance documentaire)</b>					
Pas de manques d'évolutions	X				
Manques évolutions majeures pouvant remettre en cause le sens d'un diagnostic	Evolution prise en compte dans les rapports : maintien	X Si délai surveillance non expiré		X Si délai surveillance expiré avec demande d'observations <sup>(2)</sup> ou si réponse(s) non-conforme(s) <sup>(2)</sup>	X Après 6 mois de suspension ou si action(s) corrective(s) insuffisante(s) <sup>(4)</sup>
<b>Rapports (surveillance documentaire)</b>					
Absence de non-conformités (le cas échéant, présence de remarques)	X Le cas échéant, avec identification des remarques				
Présence de non-conformités grossières ou en nombre important impactant de manière significative les résultats des diagnostics			X	X Si délai surveillance expiré ou réponse(s) non-conforme(s) <sup>(2)</sup>	X Après 6 mois de suspension ou si action(s) corrective(s) insuffisante(s) <sup>(4)</sup>
Au moins 1 non-conformité récurrente ou plusieurs non-conformités dans les rapports (le cas échéant, présence de remarques)		X Si délai surveillance non expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup> Le cas échéant, avec identification des remarques		X Si délai surveillance expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup>	X Après 6 mois de suspension ou si action(s) corrective(s) insuffisante(s) <sup>(4)</sup>
<b>Etat des réclamations et plaintes (surveillance documentaire) – voir aussi plus bas « Réclamations et plaintes traitées directement par DEKRA Certification »</b>					
Cause non liée à la compétence ou l'usage de la marque et/ou du logo	X				
Cause liée à la compétence ou à l'usage de la marque et/ou du logo avec mise en place d'actions préventives et/ou correctives adaptées	X				
Cause liée à la compétence ou à l'usage de la marque et/ou du logo sans mise en place d'actions préventives et/ou correctives adaptées		X Si délai surveillance non expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup>		X Si délai surveillance expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup>	X Après 6 mois de suspension ou si action(s) corrective(s) insuffisante(s) <sup>(4)</sup>
Cause liée à la compétence défaut méthodologique avéré susceptible de remettre en cause la sécurité des occupants et des immeubles				X	



	Maintien	Maintien sous condition <sup>(2)</sup>	Demande d'explications <sup>(2)</sup>	Suspension	Retrait
<b>Contrôle sur ouvrage</b>					
Absence de non-conformités ou présence de non-conformités levées sur place (le cas échéant, présence de remarques)	X Le cas échéant, avec identification des remarques				
Au moins 1 non-conformité (le cas échéant, présence de remarques)		X Si délai surveillance non expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup> Le cas échéant, avec identification des remarques		X Si délai surveillance expiré Avec demande d'observations <sup>(2)</sup> Le cas échéant, avec identification des remarques	X Après 6 mois de suspension ou si action(s) corrective(s) insuffisante(s) <sup>(4)</sup>
Au moins 1 non-conformité défaut méthodologique avéré susceptible de remettre en cause la sécurité des occupants et des immeubles				X Avec demande d'observations <sup>(2)</sup> Le cas échéant, avec identification des remarques	
<b>Réclamations et plaintes traitées directement par DEKRA Certification</b>					
Cause non liée à la compétence ou l'usage de la marque et/ou du logo	Transmission au diagnostiqueur				
Cause liée à la compétence ou l'usage de la marque et/ou du logo	X Si plainte soldée		X	X En l'absence de réponse à la demande d'explications ou si réponses non-conformes ou si justifiée par contexte et circonstances	X Après 6 mois de suspension ou si justifié par contexte et circonstances
Cause liée à la compétence défaut méthodologique avéré susceptible de remettre en cause la sécurité des occupants et des immeubles				X Avec demande d'explications <sup>(2)</sup>	X Après 6 mois de suspension ou si justifié par contexte et circonstances
Cause liée à l'usage de la marque et/ou du logo usage abusif avéré				X Si justifiée par contexte et circonstances	X Après 6 mois de suspension ou si justifié par contexte et circonstances
3 plaintes dans l'année d'un cycle de certification dont cause liée à la compétence	X Après réussite à un examen théorique ou pratique <sup>(5)</sup> renouvelable une fois				X Si échec aux examens ou refus de l'action demandée

(1) : dans le cas de la demande initiale de pièces par DEKRA Certification pour la surveillance documentaire ou le contrôle sur ouvrage, il s'agit de l'absence de fourniture ou de la fourniture tardive des pièces (questionnaire, état des réclamations, liste de rapports, confirmation de rendez-vous, etc.) et ne permettant pas de traiter la surveillance dans le délai réglementaire ; dans tout autre cas, il s'agit de l'absence de fourniture ou de la fourniture tardive des pièces (observations, explications, etc.) ne permettant pas de traiter la surveillance dans le délai indiqué par DEKRA Certification

(2) : suite à surveillance documentaire et contrôle sur ouvrage, le diagnostiqueur dispose de 20 jours (15 jours en cas de plainte) pour apporter ses explications ou observations, et le cas échéant ses actions correctives à venir, c'est-à-dire pour :

- faire une réponse point par point démontrant que les constats de DEKRA Certification acceptés et compris
- si nécessaire, décrire des actions correctives
- si nécessaire, joindre un rapport ou une trame de rapport démontrant les corrections

DEKRA Certification peut, en cas de réponse non-conforme, demander des actions complémentaires.

Le cas échéant, un examen théorique ou pratique renouvelables une fois ou un audit de terrain (ex : accompagnement chez un client) peuvent être réalisés aux frais du diagnostiqueur conformément aux procédures de DEKRA Certification.

(3) : réponse(s) montrant un manquement méthodologique manifeste pouvant impacter de manière significative le résultat d'un diagnostic

(4) : action(s) non réalisée(s) ou action(s) ne permettant pas de lever une conformité

(5) : l'examen pratique peut consister en un audit de terrain (ex : accompagnement chez un client) ; dans tous les cas, ils ont été réalisés aux frais du diagnostiqueur conformément aux procédures de DEKRA Certification